



CENTRE RHONE –ALPES D'INGENERIE SOCIALE SOLIDAIRE & TERRITORIALE

---

## REVUE DE PRESSE DU 1ER AU 4 MAI 2017



- [Avant le 7 mai j'ai besoin de vous dire](#)
- [LE 7 MAI : JE VOTE « REPUBLIQUE »](#)
- [Programmes économiques des deux candidats à l'élection présidentielle](#)
- [Le CDI intérimaire, un pari en mesure d'être gagné](#)
- [Présidentielles : combien de France ?](#)
- [« Back office » contre « front office », quel rôle joue le travail dans le vote en France ?](#)
- [Dans quel monde vivons-nous ?](#)
- [QUINZE ANS APRÈS... L'INDIFFÉRENCE AU FN A SUPPLANTÉ L'INDIGNATION](#)
- [UN DIMANCHE D'UPPERCUTS](#)
- [Le mythe de la dédiabolisation du FN](#)
- [Le piège des fausses symétries](#)
- [Le CESE préconise un revenu minimum social garanti à destination des personnes précaires](#)
- [Lettre ouverte à Emmanuel Macron](#)
- [Pour une économie compréhensible par tous](#)
- [Marine Le Pen affirme défendre le droit des femmes ... vraiment ?](#)
- [Qu'est-ce que le libéralisme égalitaire ? Comprendre la philosophie de Macron](#)
- [La victoire de Marine Le Pen fait partie du projet djihadiste, par Gilles Kepel](#)
- [Le Front national Est-ce un parti fasciste, populiste, nationaliste, poujadiste ou d'extrême droite ?](#)
- [Représentativité syndicale et élection présidentielle](#)

### **Avant le 7 mai j'ai besoin de vous dire**

*(il n'est pas dans mon habitude de faire part de ce qu'est ma vie privée. Je fais simplement une exception. Je reçois ce mail de mon fils aîné. Il est chrétien, c'est son choix d'homme. C'est un cadeau de la vie qu'il m'a fait parvenir. Je sais que mes engagements pour la liberté, le syndicalisme, la République lui ont, certainement comme à son frère et sa sœur beaucoup coûté et qu'ils ont souffert de mes absences. Aujourd'hui je suis encore plus fier d'être leur père. G.C.)*

Bonjour à vous.

Mai 2002 : avec beaucoup d'autres, j'avais marché pour manifester contre l'élection possible de Jean-Marie Le Pen à la présidence de la République française et, comme beaucoup d'autres, j'avais mis dans l'urne, au second tour, un bulletin "Jacques Chirac" dont pourtant je ne soutenais guère le programme. Je l'ai fait sans hésitation, sans état d'âme et sans remords. Sans enthousiasme et sans illusion non plus. J'ai fait ce que je considérais être mon devoir de citoyen.

Mai 2017 : je suis profondément affecté, moins par la présence de Marine Le Pen au second tour (qui était relativement prévisible), que par tout ce que je vois et j'entends dans cet entre-deux tours : ralliements de certains, hésitations d'autres, appels à l'abstention ou au vote blanc (ce qui est une manière de ne pas dire "non" à la candidate du Front National).

C'est pourquoi j'éprouve le besoin de vous dire, simplement, que ce dimanche 7 mai, je mettrai dans l'urne un bulletin "Emmanuel Macron", sans hésitation, sans état d'âme et sans remords. Sans enthousiasme et sans illusion non plus. Je ferai ce que je considère être mon devoir de citoyen. Et j'ajoute que si, au second tour, il y avait eu un autre candidat en face de la candidate du Front National (par exemple, François Fillon, dont pourtant le programme m'inquiétait beaucoup), j'aurais fait de même. Dimanche, il ne s'agit évidemment pas de donner son adhésion au programme ou à la personnalité d'Emmanuel Macron; il s'agit de dire non à Marine Le Pen, à son parti, à ses discours, à ses valeurs, à son programme.

Je trouve faux, et terriblement dangereux, de dire que nous avons le choix "entre la peste et le choléra", comme si nous nous trouvions face à deux dangers équivalents. Quoi qu'on pense d'Emmanuel Macron, la question qui nous est posée dimanche est, à mon sens, très simple : suis-je d'accord pour que Mme Le Pen et le Front National, avec ses cadres et ses militants (dont beaucoup étaient déjà là il y a 15 ans), accèdent aux plus hautes fonctions de la République française et la gouvernent pendant au moins 5 ans ? Dimanche soir, après les résultats (et qui peut dire avec certitude ce qu'ils seront si p ex d'ici là un nouvel attentat a lieu en France ?), je veux pouvoir regarder mes enfants les yeux dans les yeux et leur dire : "j'ai dit non." Je veux pouvoir me regarder dans la glace et me dire : "j'ai dit non".

Il y a plus. Si je vous écris aujourd'hui, c'est aussi parce que Marine Le Pen revendique son appartenance à la foi catholique et utilise la référence au christianisme. Parce que des personnalités se sont ralliées à elle et à son parti au nom de leur foi catholique. Parce que, contrairement à 2002, beaucoup d'évêques de France se refusent à donner des consignes de vote. Parce que des catholiques, au nom de leur foi et de leurs valeurs, choisissent de ne pas choisir entre les deux candidats.

Bientôt, le 4 juin 2017, jour de Pentecôte, je fêterai mes 22 ans de baptême dans l'Eglise catholique. A mes yeux l'esprit de l'Evangile et l'esprit qui anime le Front National sont incompatibles. Je suis choqué de voir comment le discours du Front National instrumentalise et déforme le message du Christ, qui appelle à aimer tout être humain de manière inconditionnelle. Je suis conscient que le programme d'Emmanuel Macron n'est pas conforme, en tous points, à cet esprit de l'Evangile; mais lui, au moins, n'utilise pas ce dernier pour justifier son projet. Et je trouve dangereux qu'on survalorise indûment quelques lignes du programme du Front National (sur "la famille" p ex) en négligeant ou en oubliant que ce parti a une histoire, des valeurs plus que contestables, des scandales (y compris dans son histoire récente) - et que son programme a bien d'autres aspects, éminemment dangereux.

Il est possible que ce dimanche Marine Le Pen perde l'élection dans les urnes. Mais ce que je sais, au fond de moi, c'est qu'elle a déjà gagné sur un autre terrain : ces deux semaines auront, et pour longtemps, troublé et divisé nos coeurs, nos familles, nos paroisses, notre société. A moins qu'elles aient seulement révélé nos divisions, présentes mais jusque là encore cachées. Quel que soit le résultat de dimanche, surmonter nos divisions, nos peurs, nos colères, sera un défi immense.

Vous trouverez en PJ (ou ci-dessous en liens à copier-coller dans votre moteur de recherche) divers articles qui argumentent et complètent ma position.

Dimanche 7 mai, au nom de ma raison et au nom de ma foi, je voterai Emmanuel Macron. Je ferai ce que je considère être mon devoir de citoyen et mon devoir de chrétien. Puis, quel que soit le choix des uns et des autres, je continuerai à respecter et à aimer les personnes; et à combattre les idées qui, à mon sens, menacent les valeurs, le pays et l'Europe qui me sont chers. Aimer les personnes; combattre ces idées : telle est ma ligne de conduite.

Avec mon affection et ma prière, dans l'espérance,  
Sylvain CLEMENT

PS : si vous le souhaitez, vous pouvez faire circuler ce message ou tel ou tel article indiqué ci-dessous ou en pièce jointe.

Ce qui inquiète dans le programme de Marine Le Pen.

Source : <http://www.la-croix.com/France/Politique/Ce-inquiete-dans-programme-Marine-Le-Pen-2017-04-05-1200837440>

« En conscience, au nom de notre foi, voter Front National, c'est non » par des catholiques engagés et leurs amis, contre le FN

Source : [http://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/En-conscience-au-nom-de-notre-foi-voter-Front-National-cest-non-par-des-catholiques-engages-et-leurs-amis-contre-le-FN-2017-04-28-1200843158?id\\_folder=1200785408&position=11](http://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/En-conscience-au-nom-de-notre-foi-voter-Front-National-cest-non-par-des-catholiques-engages-et-leurs-amis-contre-le-FN-2017-04-28-1200843158?id_folder=1200785408&position=11)

« Ne cédon pas à la tentation du repli sur soi »

Source : [http://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/Ne-cedons-pas-a-la-tentation-du-repli-sur-soi-2017-04-28-1200843233?id\\_folder=1200785408&position=2](http://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/Ne-cedons-pas-a-la-tentation-du-repli-sur-soi-2017-04-28-1200843233?id_folder=1200785408&position=2)

Mgr Pascal Wintzer : « Je ne voterai pas Marine Le Pen » Source : [http://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/MgrPascal-Wintzer-Je-ne-voterai-pas-Marine-LePen-2017-04-27-1200842946?id\\_folder=1200785408&position=7](http://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/MgrPascal-Wintzer-Je-ne-voterai-pas-Marine-LePen-2017-04-27-1200842946?id_folder=1200785408&position=7)

Entre les deux tours de la présidentielle, l'archevêque d'Aix et Arles défend l'Europe

Source : [http://www.la-croix.com/Religion/Catholicisme/Entre-les-deux-tours-de-la-presidentielle-larcheveque-dAix-et-Arles-defend-lEurope-2017-04-28-1200843234?id\\_folder=1200785408&position=8](http://www.la-croix.com/Religion/Catholicisme/Entre-les-deux-tours-de-la-presidentielle-larcheveque-dAix-et-Arles-defend-lEurope-2017-04-28-1200843234?id_folder=1200785408&position=8)

En 2002, les évêques appelaient à ne pas voter pour le Front national au second tour de la présidentielle

Source : <http://www.la-croix.com/Religion/Catholicisme/France/En-2002-eveques-appelaient-voter-pour-Front-national-second-tour-presidentielle-2017-04-24-1200841988>

Le choix est-il vraiment entre la peste et le choléra?

Source : la revue « Esprit » - <http://www.esprit.presse.fr/actualites/nicolas-clement/le-choix-est-il-vraiment-entre-la-peste-et-le-cholera-530>

Le FN a-t-il changé ? Source : <http://www.sudouest.fr/2011/04/10/le-fn-a-t-il-change-367623-4585.php>

## LE 7 MAI : JE VOTE « REPUBLIQUE »

Aristote a dit : « *L'Homme est un animal politique* ».

Voltaire a affirmé ce principe : « *Gouverne qui peut, et après gouverne comme il peut* ».

Jaurès nous a légués : « *ce que la vie m'a révélé, ce n'est point l'idée socialiste, c'est la nécessité du combat* ».

L'internationale dans son 2<sup>ème</sup> couplet rappelle : « *Il n'est pas de sauveurs suprêmes Ni Dieu, ni César, ni Tribun* ».

L'un des principes démocratiques fondamentaux est la Liberté à commencer par celle d'opinion. « *Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire* » (Voltaire).

C'est pour cela que je refuse l'invective, l'insulte, le mépris car comme le dit Camus « *Le fascisme, c'est le mépris. Inversement, toute forme de mépris, si elle intervient en politique, prépare ou instaure le fascisme* ».

Je n'oublie jamais ce qu'a écrit Trotski « *La dernière ressource de la bourgeoisie est le fascisme, qui remplace les critères historiques et sociaux par des normes biologiques et zoologiques de façon à se libérer de toute restriction dans la lutte pour la propriété capitaliste* ».

Je sais comme Churchill que : « *La démocratie est le pire système de gouvernement, à l'exception de tous les autres qui ont pu être expérimentés dans l'histoire* »

Mais je sais aussi comme CAMUS : « *la démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité* ».

Enfin j'ai profondément ancré en moi les valeurs de la République. Je pense comme Saint Exupéry que « *La démocratie doit être une fraternité ; sinon, c'est une imposture* »

C'est pour cela que Le 1<sup>er</sup> Mai dans les « discussions » au gré de la marche, à un jeune « insoumis » qui m'interrogeait sur mon vote j'ai répondu qu'après plusieurs décennies de rébellion et d'insoumission, j'avais toujours voté parce que c'est mon droit fondamental en démocratie et que je votais toujours « République ».

Je vote parce c'est le premier de mes droits de citoyen et qu'il n'est pas question pour moi d'abandonner cette liberté pour devenir un « sans droits »

Je vote pour ce qui fonde la République :

- La DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN DU 26 AOÛT 1789 « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ».
- Le PRÉAMBULE DE LA CONSTITUTION DU 27 OCTOBRE 1946 « *Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés* ».
- L'ARTICLE PREMIER de notre constitution. « *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée. La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales* ».

**Donc dimanche, je ne m'abstiens pas, je ne vote ni blanc, ni nul, je vote « République ». Et Lundi je continue mes engagements, pour la Liberté, pour l'Egalité, pour la Fraternité, parce que la République indivisible, laïque, démocratique et sociale est un combat permanent.**

**Gérard CLEMENT**

## Programmes économiques des deux candidats à l'élection présidentielle

**samedi 29 avril 2017**

Une note de l'OFCE, du 16 avril 2017, analyse les programmes économiques des deux candidats au deuxième tour de l'élection présidentielle. L'analyse porte sur quatre thèmes, qui seront les enjeux économiques du prochain quinquennat. Le premier (sans préjuger de l'ordre d'importance) est le rétablissement des comptes publics, qui conditionne le respect des engagements européens, et éventuellement la sortie du cadre actuel. Le deuxième est le pouvoir d'achat des ménages et la réduction des inégalités, ce qui inclut la réduction du chômage. Le troisième porte sur la compétitivité et la capacité exportatrice de la France. Enfin, le dernier thème, loin d'être le moins important, est celui de la transition énergétique et du climat.

### Les mesures économiques annoncées

Certaines sont communes aux deux candidats comme la baisse des cotisations sociales et patronales, la suppression ou la réforme du RSI (le régime social des indépendants), le gel ou la suppression de la taxe d'habitation, la réduction d'impôts pour les entreprises, des mesures fiscales en faveur des ménages, un meilleur remboursement des soins de santé.

► Emmanuel Macron, en pro-européen, propose d'approfondir la construction européenne pour compléter la zone euro qui est inachevée. D'un côté, il propose un « budget pour la zone euro avec 3 fonctions (investissements d'avenir, assistance financière d'urgence et réponse aux crises économiques) » et la construction de l'embryon d'un gouvernement économique de la zone euro (ministre euro et parlement européen de la zone euro).

Il veut utiliser les gains attendus du retour de la croissance pour améliorer la situation des agents économiques face au risque de rester dans une phase de croissance modérée. Il veut lancer un grand plan d'investissement de 50 milliards d'euros sur le quinquennat sans que le détail de la montée en charge et la nature des projets ne soient précisés. Il veut alléger la réglementation des entreprises et donner plus de pouvoir à la négociation dans l'entreprise, réduire le déficit public et répondre aux normes européennes. Il veut créer une assurance chômage universelle gérée par l'État et non plus par les partenaires sociaux et refonder les systèmes de retraites dans un modèle unique de « retraites à points ».

► Marine Le Pen veut la mise en place d'un protectionnisme économique. Elle compte financer son programme sur les économies faites sur la fin des contributions à l'Europe, les mesures de protection des immigrés (fin de l'AME, aide médicale de l'Etat, taxes sur l'embauche des travailleurs étrangers) et des recettes récupérées par un meilleur contrôle de l'évasion fiscale.

Elle veut la sortie de l'euro pour la France. Outre le peu de vraisemblance des économies proposées, ce programme, qui se fonde sur la sortie de l'euro, sur le retour à des barrières douanières sur les biens et les personnes, ne tient pas compte des conséquences négatives du retour à une monnaie nationale et des réactions en chaîne de nos partenaires commerciaux face à une telle politique. Ce serait la hausse des prix pour de nombreux produits importés. « Les salariés modestes, les peu qualifiés, les « oubliés » de la France rurale et périurbaine, tous réunis dans un « peuple » idéalisé par la rhétorique populiste, auraient en réalité tout à y perdre. Ce projet conduirait notre pays à sa perte en trahissant tout à la fois ses intérêts matériels, sa cohésion sociale et son identité morale », selon le think tank Terra Nova.

### Le cadrage budgétaire des candidats

- Taux de croissance moyen sur le quinquennat en % du PIB : chiffres issus des programmes des candidats : Le Pen (2,1 % ?), Macron (1,7 %). Selon le cadrage de l'OFCE sur les perspectives économiques au cours du prochain quinquennat, la croissance française

attendue serait en moyenne de 1,6 %. Elle s'inscrit dans le cadre des ajustements budgétaires issus du Pacte de stabilité, qui représentent un effort budgétaire structurel de 1,6 point de PIB sur la période 2017-2022.

Dans une configuration où le scénario de sortie de l'euro est central dans le programme économique, ce qui est le cas pour M. Le Pen, tout cadrage macroéconomique perd de son sens car l'essence même de ces études sur les comparaisons est de border les évolutions économiques dans un environnement stable. L'objectif de déficit public en 2022 d'E. Macron (-1 %) semble, bien qu'un peu trop positif, à peu près cohérent au regard de la croissance attendue et des mesures budgétaires annoncées par le candidat

- Politique budgétaire sur le quinquennat, chiffres issus des calculs de l'OFCE sur la base des informations contenues dans les programmes des candidats :
  - a- Variation du taux de prélèvement obligatoire en % du PIB : OFCE (-0,2 %), Le Pen (+0,1 %), Macron (-0,9 %) ;
  - b- Dépenses publiques (variation structurelle en % du PIB) : OFCE (-1,8 %), Le Pen (+0,6 %), Macron (-1,7 %) ;
  - c- Solde public structurel a-b (variation en % du PIB) : OFCE (+1,6 %), Le Pen (-0,5 %), Macron (+0,8 %).

Le programme de Marine Le Pen a des propositions budgétaires contradictoires comme des baisses de taxes pour les PME mais une hausse de la taxation sur les travailleurs étrangers.

- Finances publiques en 2022 en % du PIB, chiffres sur la base du programme pluriannuel des finances publiques du PLF 2017, en cohérence avec la trajectoire recommandé du Programme de stabilité 2007-2012 : -\*\*Solde public : OFCE (-1,1 %), Le Pen (-1,3 %), Macron (-1 %) -\*\*Dettes publiques : OFCE (89 %), Le Pen (89 % ?), Macron (93 %).

Le programme d'Emmanuel Macron est en adéquation avec les règles du pacte de stabilité, il présente une trajectoire de consolidation budgétaire.

- Taux de chômage en 2022 en %, chiffres issus du programme des candidats : OFCE (7,7 %), Le Pen ?, Macron (7 %).

Marine Le Pen ne parle pas de chômage car d'après elle tous les Français auront un emploi payé 1 500 euros au minimum.

Les propositions relatives à l'environnement

Aucun des deux candidats ne remet en cause la loi sur la transition énergétique et la croissance verte. Les divergences s'établissent sur les modalités d'application de la loi et sur l'avenir de la filière nucléaire. Pour Marine Le Pen : + de 75 % de nucléaire et refus de fermer Fessenheim. Pour Emmanuel Macron : 50 % de nucléaire et fermer Fessenheim.

Marine Le Pen ne chiffre pas ses engagements en matière de transition énergétique, elle souhaite recourir à des éco-prêts à taux zéro contractés directement auprès de la Banque de France.

Emmanuel Macron souhaite investir 15 Mds€ pour la transition sur l'ensemble du quinquennat, il prévoit d'investir 4 Mds dans la rénovation des bâtiments publics et de lever un fonds public de 4 Mds pour aider les propriétaires modestes à rénover leurs logements.

Le flou sur certaines mesures et les conséquences d'une sortie de l'euro ne permettent pas une évaluation complète des programmes. Ce sont donc des appréciations partielles des effets des programmes des candidats.

#### Références :

- Quelles propositions économiques des candidats à l'élection présidentielle ? OFCE avril 2017. Coordination Xavier Ragot et Mathieu plane. Auteurs : Guillaume Allègre, Mathieu Plane, Xavier Ragot, Aurélien Saussay  
<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf-articles/actu/OFCE-PB16-version-finale.pdf>

### Le CDI intérimaire, un pari en mesure d'être gagné

samedi 29 avril 2017

En application de l'accord sur la sécurisation des parcours professionnels des intérimaires conclu le 10 juillet 2013, la majoration de la contribution patronale d'assurance chômage pour les CDD de courte durée n'est pas applicable aux contrats de travail intérimaire. En contrepartie de cette exonération, la branche du travail temporaire (ETT) s'est engagée à négocier le contrat à durée indéterminée des intérimaires, avec comme objectif, 20 000 contrats signés en 3 ans. Le CDI intérimaire est entré en vigueur le 6 mars 2014.

La loi Rebsamen reconnaît ce CDI particulier mais à titre expérimental jusqu'à décembre 2018. Elle assouplit les règles : suppression du délai de carence entre deux missions, allongement de la durée maximale du contrat à 3 ans et possibilité de renouveler deux fois une mission. Un rapport sera établi en juillet 2018 pour démontrer l'efficacité ou non de ce dispositif (loi N° 2015-994 du 17 août 2015, article 56).

Le CDI intérimaire est un contrat écrit conclu entre le salarié et l'entreprise de travail temporaire (ETT) pour la réalisation de missions successives. Le contrat peut comporter une période d'essai dont la durée maximale est de 2 mois pour les ouvriers et les employés ; 3 mois pour les agents de maîtrise et les techniciens ; 4 mois pour les cadres.

#### Le contrat prévoit des périodes de missions et des périodes d'intermission : comme tous salariés intérimaires.

- Le salarié exécute des missions et en cas d'absence de missions, l'intérimaire en CDI est dit en période d'intermission. Le salarié est tenu d'être à la disposition de l'entreprise de travail temporaire afin qu'elle puisse lui confier d'autres missions ou encore lui faire suivre des formations qualifiantes.

- Le salarié intérimaire en CDI bénéficie d'une garantie minimale mensuelle de rémunération égale au SMIC versée par l'ETT, pour un temps plein (151,67 heures), pour couvrir les périodes de missions et d'intermissions. Cette garantie est majorée pour les agents de maîtrise, les techniciens et les cadres. Un revenu est ainsi assuré pendant les périodes d'intermission. Cette garantie minimale mensuelle de rémunération est déterminée par rapport à un temps d'emploi qui est fixé dans le contrat de travail englobant les temps de travail effectif des missions et les périodes non travaillées.

- Les périodes d'intermissions sont assimilées à du temps de travail effectif pour le calcul des congés payés (CP), des droits liés à l'ancienneté et pour la durée de travail fixée au contrat de travail.

- L'intérimaire est tenu d'accepter les missions proposées dès lors qu'elles sont compatibles avec les emplois définis dans son contrat et que la rémunération n'est pas inférieure à 70 % du taux horaire de sa dernière mission.

- Il est également tenu d'accepter les formations proposées par l'ETT.

- Pendant les périodes d'intermission, sauf s'il est en vacances ou en formation, l'intérimaire doit être joignable afin que l'ETT puisse lui proposer des missions et qu'il se rende dans l'entreprise utilisatrice dans un délai minimum d'une demi-journée.

- Les congés payés doivent être pris, si possible, pendant les périodes d'intermission.

- Le CDI intérimaire n'a pas droit à l'indemnité de fin de mission. À savoir toutefois que l'ETT affecte l'équivalent de cette indemnité à un compte spécial du Fonds de sécurisation des parcours des intérimaires (0,5 % de la masse salariale de l'ensemble des intérimaires et de 10 % des salaires des intérimaires en CDI pendant les périodes de mission minorée des dépenses justifiées). Ce Fonds finance notamment les périodes d'intermission et la formation des intérimaires.

Fin février 2017, 15 000 contrats ont été signés. 52 % des signataires sont des ouvriers non qualifiés, embauchés à 51 % dans l'industrie. « Cette création devrait notamment rompre avec l'image de précarité associée à l'intérim et construire une flexibilité acceptable », relèvent les deux chercheurs François Sarfati et Claire Vivès, dans un article publié en janvier 2016 dans la revue de l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires), qui dépend des syndicats.

Un premier bilan a eu lieu lors de la renégociation de l'accord sur l'assurance chômage, l'annexe 4 intérimaires a été supprimée dans le nouvel accord, signé en avril 2017, par les partenaires sociaux (employeurs et 4 syndicats : CFTD, FO, CGC, CFTC) ; il est dans l'attente d'un agrément par le gouvernement.

### Références

Accord portant sur la sécurisation des parcours professionnels des salariés intérimaires :

<http://www.fpett.fr/upload/docs/application/pdf/2015->

[6/accord\\_du\\_10\\_juillet\\_2013\\_sur\\_la\\_securisation\\_des\\_parcours\\_professionnels\\_des\\_salaries\\_interimaires.pdf](http://www.fpett.fr/upload/docs/application/pdf/2015-6/accord_du_10_juillet_2013_sur_la_securisation_des_parcours_professionnels_des_salaries_interimaires.pdf)

étendu par arrêté du 22 février 2014, Jo du 6 mars 2014 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028685067>

<https://www.editions-tissot.fr/...>

<http://www.la-croix.com/Economie/Social/Le-CDI-interimaires-sinstalle-dans-le-paysage-2017-03-19-1200833060>

### Présidentielles : combien de France ?

par **Danielle Kaisergruber** - 30 Avril 2017

**Il y a quelques semaines, Metis publiait un dossier « Combien de France dans le pays de France ? » avec des articles de Louis Gallois, Thierry Pech, Martin Richer, Pierre Veltz... La question est plus que jamais d'actualité en ces temps d'élections. Alors, évidemment, à quelques jours du second tour des élections présidentielles, il est facile de faire des titres « Macron-Le Pen : les deux France ». Oui, mais lesquelles ?**

Avec la passion que nous avons aujourd'hui pour les cartes qui fonctionnent comme des images intelligentes, on peut voir se dessiner une France de l'Ouest et du Sud-ouest qui a surtout voté Macron, et une France du Nord et de l'Est massivement Le Pen (*Le Monde*, 25 avril 2017). S'y ajoute le littoral méditerranéen : ce sont alors des facteurs historiques (décolonisation et suites de la guerre d'Algérie) qui peuvent aider à comprendre.

On peut aussi opposer la France des villes, surtout celle des grandes métropoles, et la France rurale. Mais il faut alors y ajouter les territoires péri-urbains que l'on peine à définir positivement et à qualifier : le mode de vie y est urbain, mais l'éloignement de la ville dense riche en services y rend pour des habitants à petits revenus la vie quotidienne difficile et pesante. Et pour ne pas simplifier à l'extrême les analyses électorales, il faudrait rajouter la composition des votes Jean-Luc Mélenchon, très urbains et pas toujours « populaires ». Mais souvent le fait des jeunes générations : et il est vrai que les jeunes (pas tous) souffrent beaucoup du chômage de masse, des entrées longues et difficiles dans la vie active, des enchaînements de petits boulots merdiques. Et dans toutes les familles, il y a toujours quelque part un jeune en galère. Cela diffuse une certaine sensibilité.

Les villes attirent des habitants et des actifs (salariés ou non) de niveau de formation élevé, des professions plus ouvertes sur l'extérieur, sur l'Europe et sur l'international. Cela aussi crée des lignes de fractures. Celles qui ont été observées aux Etats-Unis dans le vote Trump : Pierre Veltz, dans son article de *Metis* « Fractures sociales, fractures territoriales ? » du 20 Février 2017, montre « ce tournant métropolitain des économies ». On pourrait parler de l'exception du vote de Paris *intra-muros* ou de celui de Londres lors du référendum sur le Brexit. On entend dire que « Londres devrait se séparer du Royaume-Uni ».

Ce que l'on ne peut pas facilement mettre sur une carte, c'est la nature, les caractéristiques, les couleurs propres du travail que fait chacun. Non pas seulement la nature des emplois : les précaires versus les stables, les fonctionnaires versus les salariés du privé... Il faut analyser aussi ces oppositions-là : Martin Richer le fait sur l'axe des emplois abrités et des emplois exposés à la concurrence internationale (« Emplois exposés ou abrités : 2 France, 3 Europe ? », *Metis*, 13 mars 2017). Mais il y a travail et travail : celui qui a du sens et celui qui n'en a pas, celui qui construit une image de soi-même et celui qui ne peut rien construire du tout. L'article de Denis Maillard (« "Back office" contre "front office", quel rôle joue le travail dans le vote en France ? ») explore de manière saisissante cette dimension peu souvent évoquée en différenciant le travail de *back-office* dans ces activités de service indispensables, mais qui ne se voient pas (livreurs, personnes chargées de l'entretien...) et le travail de *front-office* qui offre reconnaissance et visibilité. Le mépris français pour les activités de services n'arrange rien.

Les inégalités sont nombreuses dans nos sociétés, au point qu'il devient difficile de les hiérarchiser. Les inégalités territoriales ne se trouvent pas dans la redistribution financière : les minimas sociaux, les outils de la solidarité... sont les mêmes partout, les travaux sur les effets de la décentralisation ne montrent pas d'inégalités massives entre départements ou entre régions, et pourtant la pauvreté ne s'est pas développée partout de la même manière.

Alors il faut chercher ailleurs des éléments pour comprendre les enseignements de nos votes : du côté des « grandes tendances anthropologiques » comme le fait Hervé Le Bras (« La France inégale : 45 ans de migrations intérieures des classes sociales », *The Conversation*, à partir du 2 avril 2017) du côté des « Inégalités de rapport à l'avenir » comme l'exprime Thierry Pech en mettant en évidence la question de la représentation : « Ce sont presque toujours les mêmes qui participent, se syndiquent, militent et s'engagent dans la société civile » (« Les inégalités de rapport à l'avenir », *Metis*, 20 février 2017).

On sort alors du déterminisme économique ambiant : les choses se jouent aussi et fortement dans la culture, dans le rapport au passé et au futur (pas au sens « être cultivé », mais au sens de la possibilité de la culture, de la création, de l'éducation populaire), dans les idées, dans les images et l'ouverture aux autres. Ce combat de valeurs importe. Il importe énormément. Et la lâcheté de confort (« je m'abstiens ou je vote blanc parce que je sais que d'autres iront voter pour Emmanuel Macron ») ne sera pas de mise dans le choix du deuxième tour des élections françaises.

### « Back office » contre « front office », quel rôle joue le travail dans le vote en France ?

par Denis Maillard - 30 Avril 2017

**La transformation de la France en une société de services a redistribué les rôles sociaux entre ceux dont le travail se fait dans la lumière et une classe de serviteurs, dont le travail est invisible. Ce clivage est primordial pour comprendre comment se structure la vision qu'ont les citoyens de leur place dans la société et le choix du candidat qui les représentera le mieux. Cet article a été publié sur le site [Slate.fr](http://Slate.fr).**

Verra-t-on s'affronter, aux deux tours de l'élection présidentielle, la France du *back office* contre celle du *front office*, observées par celle du... post office c'est-à-dire les retraités ? Le clivage fondé sur l'expérience vécue du travail est en effet primordial pour comprendre comment se structure la vision qu'ont les citoyens de leur place dans la société, leurs aspirations sociales et, partant, le choix du candidat qui les représentera le mieux. D'ordre plus phénoménologique que statistique, cette distinction complète les oppositions en termes d'inclusion ou d'exclusion, de niveau de diplôme, d'intégration à la mondialisation, de dispersion

géographique ou de sédentarisation. Elle renouvelle l'analyse en termes de classes sociales en réinstallant le travail au centre de la compréhension politique.

En une quarantaine d'années, l'individualisation, la globalisation puis la numérisation ont largement transformé la France en une société « orientée client ». Impulsif, capricieux, versatile, parfois tyrannique, le client n'est pas seulement roi, il impose son empire à la France. Et cette mutation silencieuse n'est pas sans conséquence sur la redistribution des rôles sociaux et la manière de vivre son travail, selon que l'on se sente appartenir au *back office* de la société de service ou à son *front office* ; selon que l'on se tienne dans l'invisibilité du travail contraint au service des autres ou dans la lumière du travail visible et reconnu comme tel.

Eu égard aux mutations qu'il connaît, le travail aurait dû occuper une autre place dans cette présidentielle. Et si Benoît Hamon a eu le mérite d'en faire un thème de campagne, c'était paradoxalement pour insister sur sa disparition programmée ; ce qui revient *in fine* à le disqualifier d'emblée, lui, le messenger d'une nouvelle à l'opposée des aspirations de tous. Car à bas bruit, le travail continue d'obséder les consciences. Non pas tant sous les traits d'une peur du chômage ou de la robotisation que sous la forme d'une inquiétude quant à la place qu'on occupe réellement ou symboliquement dans la chaîne de production et de valeurs.

### **La France du *back office***

Livreurs de 5 heures du matin dans les grandes villes ou magasiniers qui mettent en rayon ou « en ligne » des milliers de produits ; ouvriers du bâtiment ou supplétifs de la restauration ; manutentionnaires d'abattoirs ou soutiers de la distribution qui préparent et conditionnent tout ce que nous achèterons sur le pouce durant la journée, aides-soignantes, infirmières, policiers ou fantômes qui, tôt le matin ou tard le soir, passent l'aspirateur dans les bureaux, vident les corbeilles à papier et nettoient les toilettes... Tous ces citoyens en *back office* vivent leur travail de manière contrainte. Souvent moins diplômés, plus liés aux lieux et aux infrastructures dont ils dépendent pour travailler, ils ont pour la plupart d'entre eux le sentiment d'être invisibles et, pourtant, d'être ceux qui font « tenir » la société, qui font qu'elle se poursuit malgré tout. Ils savent le besoin qu'on a d'eux et le peu de reconnaissance qu'ils en obtiennent.

Le *front office*, au contraire, vit le travail sous l'angle de l'épanouissement et de la libération. Vivre de sa passion est son leitmotiv au point qu'il en oublie qu'il s'agit avant tout de travail. Un travail lumineux où la stabilité du monde et la qualité de vie sont premières, notamment dans les grands groupes. Ici, l'épuisement professionnel et le stress sont surtout la rançon d'une tension entre la pression du marché, l'obsolescence d'une organisation du travail héritée de l'ère industrielle et l'aspiration à l'épanouissement propre aux individus contemporains.

*Souvent moins diplômés, les citoyens en back office ont pour la plupart d'entre eux le sentiment d'être invisibles et, pourtant, d'être ceux qui font « tenir » la société.*

Par ailleurs, la transition numérique et son lot de créations ou de transformations d'entreprises génèrent un ensemble de métiers qui accompagnent le développement de cette économie : graphistes, spécialistes du marketing, développeurs, consultants, etc. On a pu penser un temps que l'attraction pour les métiers du spectacle, de l'information ou de la communication était une manière pour les enfants de la bourgeoisie d'affaires ou intellectuelle d'échapper au salariat ; elle manifeste plutôt, là encore, le souci d'échapper au *back office* afin de retrouver la possibilité de vivre son travail dans des lieux et des temps que personne ne vous ordonne. Échapper à la contrainte de l'ici et du maintenant qu'impose le travail classique est d'ailleurs le marqueur de la différence entre les privilégiés du *front office* et ceux qui subissent le *back office*.

### **Deux France modernes séparées par l'expérience du travail**

Selon l'expérience concrète du travail, on constate une « distance sociale » entre des individus liés par un rapport de service. On est donc en présence de deux France modernes qui vivent une réalité identique, mais sous des angles différents. Elles apparaissent inextricablement liées puisque l'une travaille secrètement à l'épanouissement de l'autre : la France du ressentiment contre celle de l'assentiment à la société de service. Question : recouvrent-elles l'opposition politique entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron ? Rien n'est moins sûr. Pour le comprendre, une autre variable essentielle doit être prise en compte : le degré de souplesse et donc d'autonomie dont chacun dispose pour faire son travail.

Si on peut dire schématiquement qu'Emmanuel Macron parle au *front office* de la société de service, il capte aussi l'attention des travailleurs du *back office* qui font l'expérience d'une certaine autonomie dans l'exécution de leurs tâches. C'est précisément ce qu'omettait son contradicteur, syndicaliste et chauffeur de VTC, lors de la dernière *Emission Politique* sur France 2. En effet, le cas emblématique dans ce domaine est celui d'Uber, ou des livreurs de repas à vélo : malgré les contraintes qui pèsent sur eux, ils tendent à s'organiser comme ils le souhaitent.

A l'inverse, ceux qui ne choisissent ni leurs horaires, ni leurs lieux ou leurs conditions de travail ressentent de ce fait une intensification et une rigidification de leur travail. Il y a 20 ans, seuls 14 % des salariés interrogés par la Dares estimaient ne pas avoir d'autonomie et qu'il revenait à leur supérieur de leur indiquer comment réaliser leur travail. En 2013, ils étaient près de 20 % à faire le même constat : entre temps, la société de service est passée par là. Ces salariés risquent d'être plus perméables aux charmes du discours de Marine Le Pen.

*Deux France modernes vivent une réalité identique, mais sous des angles différents. Elles apparaissent inextricablement liées puisque l'une travaille secrètement à l'épanouissement de l'autre : la France du ressentiment contre celle de l'assentiment à la société de service.*

### **Le retour de la société des serveurs**

La société de services, notamment grâce à l'explosion numérique, signe le retour d'une société de serveurs comme on pouvait la connaître avant 1914. Une nouvelle domestication tempérée par des mécanismes de sécurité sociale ou d'assurance chômage qui permettent aux privilégiés de ne pas se sentir comptables des contraintes qu'ils font peser sur leurs « serveurs » et entretiennent paradoxalement ce travail servile dans une véritable invisibilité.

Si l'on fait l'hypothèse que le choix politique fluctue selon l'expérience concrète du travail, pondérée par le degré d'autonomie des travailleurs et le regard subjectif qu'ils portent sur leur situation, alors on sort des antennes sur la captation du seul vote ouvrier par Marine Le Pen. Mais cette grille de lecture nous éclaire sur un autre point : le déchirement de certains actifs, en particulier des fonctionnaires, entre un vote Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon.

Il y a, en effet, des professions dont le métier change de sens et qui perdent quelque chose avec le basculement de la France vers cette société de services. C'est le cas des fonctionnaires. La mutation de leurs métiers ne relève pas d'une insécurité économique ou sociale, comme dans l'industrie, mais plutôt d'une véritable insécurité culturelle. Prenons les enseignants par exemple. Comme le montre très bien le sociologue François Dupuy, il s'agit d'une profession qui s'est organisée depuis l'origine pour échapper à ses « clients » (si l'on me permet l'expression). En effet, plus on est sélectionné au moyen de concours difficiles, moins on passe de temps avec les élèves et plus on est rémunéré ; l'agrégé fournira moins d'heures que le titulaire d'un Capès qui lui-même sera moins au contact des élèves que le professeur des écoles.

Avec l'entrée dans la société de services, la vision que l'on avait des enseignants a totalement muté. Alors qu'il s'agissait d'une profession de prestige, de *front office* pourrait-on dire (ce qui reste vrai pour les universitaires), le triomphe du client a tout bouleversé : il ne s'agit plus pour eux, avant tout, de transmettre un savoir, mais de donner accès à un diplôme. S'insère alors ici la

notion redoutable de « satisfaction client » qui prend la figure du parent d'élève ; cet être paradoxal mêlant dans la même personne un cœur attendri et un actionnaire soucieux de la performance de son « investissement ».

*Il faut insister sur la grande misère des services publics et des entreprises à vocation publique comme Pôle emploi ou la Poste. C'est à eux que parle Jean-Luc Mélenchon, souvent talonné par Marine Le Pen : ces gens rejetés, sans qu'on leur en explique le sens, du prestige du statut à la merci du service.*

Et il n'y a pas que les enseignants à passer ainsi en quelques décennies du *front office* au *back office* et à contempler la réduction de leur autonomie que protègent moins la liberté pédagogique ou la sécurité de l'emploi. Il faut insister ici sur la grande misère des services publics et des entreprises à vocation publique comme Pôle emploi ou la Poste. C'est à eux que parle Jean-Luc Mélenchon, suivi par Marine Le Pen : ces gens rejetés, sans qu'on leur en explique le sens, du prestige du statut à la merci du service ; ces rejets du *front office* que le manque d'autonomie ou la précarité libre et diplômée ne satisfont pas.

Reste enfin les retraités, le post-office, qui observent ces transformations et pour une part en tirent profit. Ce qu'on appelle la *silver économie* est une adaptation de la société de service à cette catégorie de population et ses besoins spécifiques, notamment en termes de soins. Mais qui induit tout autant que l'économie productive un *back office* rebaptisé « services de proximité ou services à la personne ». Au niveau politique, l'enjeu des retraités est relativement simple : qui garantira le maintien de leur mode de vie ?

Apprivoiser la société de service, s'en accommoder, s'en plaindre ou la refuser, telles sont les options que proposent les différents candidats le 23 avril et le 7 mai. Mais sans offrir pour autant un récit commun à toutes ces expériences de travail. On ne peut que le regretter, car un tel effort de narration donnerait enfin un sens aux transformations que connaît la France depuis le milieu des années 1970. C'est aussi cela l'enjeu d'une élection.

**Dans quel monde vivons-nous ?**

par **Danielle Kaisergruber** - 30 Avril 2017

Parmi les explications de l'état d'incertitude, d'indécision, de trouble souvent ressenti aujourd'hui, il y a peut-être les difficultés à se représenter le monde dans lequel nous vivons. Il y a tout à coup comme « une absence de continuité entre la société d'hier et la société de demain ». C'est à décrire et analyser ce monde d'aujourd'hui que se consacre Pierre Veltz dans son dernier livre, *La société hyper-industrielle, le nouveau capitalisme productif*. Il prend le revers de quelques idées reçues :

**Idee reçue n° 1 : nous serions à l'ère post-industrielle**

Justement, le titre du livre n'est pas « société post-industrielle ». Il serait faux et dangereux de penser que l'industrie a disparu. Ainsi l'emploi manufacturier régresse en Europe et aux Etats-Unis mais il augmente dans le monde et il occupe aujourd'hui 310 millions de personnes. La Chine concentre 20 % de ces emplois manufacturiers, le Mexique est devenu la base productive arrière des Etats-Unis (ce qui sans doute va d'une manière ou d'une autre freiner les ardeurs de Trump), les pays d'Europe de l'Est sont devenus la base arrière de l'Allemagne. Cette nouvelle division internationale du travail est un problème pour l'Europe et l'Amérique, mais aussi pour les pays qui sont passés à côté : les pays d'Afrique (pour l'instant), certains autres pays du Sud. Passeront-ils directement à l'étape suivante ? A voir. Mais dans tous les pays soit émergents soit en développement, les besoins en infrastructures et les appétits de consommation et d'équipement sont tels que l'industrie manufacturière a de beaux jours devant elle.

En lisant le livre de Pierre Veltz je pensais aux récits, qui n'ont apparemment rien à voir, de Lieke Joris dans son livre *Les Ailes du dragon*, elle y raconte les échanges et les circulations intenses de marchandises, d'hommes, d'habitudes entre la Chine et l'Afrique, la place du commerce des choses et entre les hommes. Il faut lire ce livre qui est une merveilleuse histoire de « la mondialisation par en bas ».

**Idee reçue n° 2 : nous serions dans une société de services**

Il serait faux de s'en tenir à l'opposition entre les services et l'industrie. Elle est dépassée. Pierre Veltz se demande si Google, Amazon, voire Apple sont des sociétés industrielles ou des sociétés de services ? De très nombreuses entreprises classées comme industrielles vendent des services ou commercialisent « des usages » : Michelin vend des « pneus au kilomètre », Renault et PSA vendent l'utilisation d'une voiture (entretenue) sur trois ans (LLD ou LOA). L'économie de la fonctionnalité change la donne : les fabricants ont alors intérêt à la durabilité de leurs productions. Des services comme les transports, la gestion de l'eau, la gestion des déchets ont un fort contenu technologique et industriel.

De plus, un grand nombre des services se sont mis à fonctionner sur un modèle industriel et les normes, les indicateurs, les organisations du travail d'un entrepôt logistique ou d'une société d'assurance n'ont rien à envier au taylorisme ou au toyotisme des grands groupes industriels.

**Idee reçue n° 3 : les robots vont tuer l'emploi**



De nombreuses perspectives (l'auteur retient celle de l'OCDE avec un risque sur 9 % des emplois actuels dans les pays développés) annoncent des suppressions d'emplois massives, mais oublient le plus souvent que ce sont les activités les plus quotidiennes qui résistent à l'automatisation. Les schémas de la théorie du « déversement » décrivent comment les produits industriels se sont transformés en demandes de services, mais vers quoi se déversera la société automatisée ? « Une réponse simple pourrait être le temps libéré, la culture, l'éducation, la santé » : mais en fait ce ne sera pas une réponse simple, car elle dépend de nos choix de société. Pierre Veltz reconnaît qu'une autre réponse pourrait être l'« abâtissement médiatique » et le « narcissisme de masse ». Peut-être faudrait-il étudier plus au fond que ne le fait le livre les jeux de rôle qui se jouent avec le développement du numérique, du gratuit, ou des revenus sans travail : nous sommes tour à tour producteur, vendeur, consommateur, client.

Et surtout les robots sont une figure facile, mais ce ne sont peut-être pas eux qui définissent le mieux les changements à venir : la production n'est plus l'essentiel, c'est l'amont (R&D, design, innovation, marketing...) et l'aval (logistique, distribution finale, SAV) qui sont déterminants pour conquérir et garder des clients. Dans l'amont comme dans l'aval, ce sont les réseaux, les échanges, les interconnexions qui déterminent la figure du travail et des possibles gains de productivité. C'est une « véritable économie des relations ».

**Idee reçue n° 4 : qu'est-ce donc que ce monde hyper-industriel ?**

L'auteur le décrit de manière forte : le monde des entreprises marchandes privées ne pourrait pas vivre sans ce que les économistes nomment les « externalités », c'est-à-dire les ressources communes, collectives, en grande partie financées par les Etats. Pensons-y : les ports, les aéroports, les réseaux de fibre optique et les milliers de kilomètres de câbles sous-marins (que l'apparence immatérielle de nos communications nous fait un peu trop oublier !), les fermes de serveurs, les réseaux électriques, les logiciels partagés. Et le tout connecté,

l'ingénieur nous le rappelle : « Un développeur qui écrit des lignes de codes n'existe pas sans l'infrastructure logicielle et matérielle du web, qui n'existe pas sans le microprocesseur et la Loi de Moore ».

C'est en ce sens aussi qu'il est hyper-industriel. Egalement parce qu'il a les mêmes exigences en capital que l'industrie la plus « lourde » : l'accès aux capitaux (la grande force des Américains) et aux réseaux de distribution sont clés, et les tickets d'entrée sont élevés. C'est une économie de coûts fixes et de concurrence monopolistique, auprès de laquelle la passion idéologique de la Commission européenne pour la concurrence est d'une naïveté confondante !

Mais ce nouveau monde est paradoxal : exigeant en capitaux, privilégiant les plus gros, il est aussi riche de nouvelles organisations du travail. Au point que parfois la médiation de la grande organisation (« la Firma ») peut apparaître comme n'étant plus la seule manière de faire marcher ensemble les activités. Les formes d'organisation *peer to peer* se développent, elles qui « partagent avec le monde scientifique ce mélange très spécial d'égalitarisme absolu et de culte ultra-élite des héros et des stars ». On aperçoit la conjonction improbable (et sans doute instable) du capitalisme le plus pur (et dur) et d'une « économie de la communauté ». Et là, nul n'est capable de dessiner ce que cela donnera dans le futur ! D'autant que cette économie de la communauté a son propre enfer : le travail à la tâche, le *crowdworking*.

**Idée à recevoir : plus que jamais un monde en « archipel »**

Pierre Veltz avait déjà mis en avant cette notion « d'économie d'archipel » : il l'enrichit pour décrire comment « le monde devient à la fois plus homogène (déjà 1 000 labos dans le monde utilisent CRISPR-Cas9, les ciseaux génétiques) et plus divisé entre les pays et au sein de chaque pays, de chaque territoire ». La décomposition d'un iPhone est éclairante : les composants sont fabriqués dans dix pays ; 1/3 des emplois pour 2/3 des salaires sont aux Etats-Unis ; le nerf de la guerre est la logistique.

Dans ce monde, le poids des villes devient considérable et générateur de nouvelles inégalités entre les mégapoles connectées, riches en ressources humaines et les autres territoires : Tokyo ou New York représentent la même richesse que le Portugal.

L'avenir des Cités-Etats est emblématique de cette transformation : Dubaï, Doha, Singapour et des très petits Etats qui jouent leur autonomisation et leur rôle comme « passagers clandestins de l'économie mondiale ». Pierre Veltz a développé pour Metis les formes subtiles de ces nouvelles inégalités dans la « mondialisation à grains fins » (« [Fractures sociales, fractures territoriales ?](#) » Metis, 20 février 2017).

Le livre est dense, concentré et les 120 pages de la Collection *La République des Idées* ouvrent sur une foule de questions, de « connexions » à d'autres problématiques en même temps qu'elles proposent des choix positifs.

Pierre Veltz, *La société hyper-industrielle, Le nouveau capitalisme productif*, Seuil, 2017

## QUINZE ANS APRES... L'INDIFFERENCE AU FN A SUPPLANTÉ L'INDIGNATION

28/04/2017 4' [Chloé Morin](#)

Longuement anticipée, la présence de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle n'a surpris personne. Pas de surprise, et pas d'indignation : dans la communauté BVA-POP2017, les signes d'une réaction « à la 2002 » sont rares, voire quasi inexistants.

Certains, souvent les plus jeunes et les retraités, affichent bien un franc rejet des idées du Front national :

- « Beaucoup de personnes FN ou apparentées sont racistes, xénophobes, antisémites, homophobes... C'est tout cela qui fera que je voterai Macron sans état d'âme » (homme, 21 ans, étudiant, Loire-Atlantique, centre gauche)
- « Je suis étonné par l'attitude de certains partis et certains commentaires. Aujourd'hui, les électeurs de Mélenchon et de Fillon se posent des questions. Rien que le fondement de ces deux tendances ne devrait pas faire hésiter comme je n'ai pas hésité en 2002. Rien que le discours de Marine Le Pen, la haine depuis dimanche soir devrait faire réfléchir. Heureusement que le Parti communiste qui soutenait Mélenchon et qui sait ce qu'est l'extrême droite (Vichy, milice, collaboration, résistance) a déjà indiqué qu'il fallait tout faire pour battre Marine Le Pen » (homme, 62 ans, retraité, Indre, gauche)

Souvent au nom de l'idée qu'ils se font de la France et de sa place en Europe, certains se rallient sans ambiguïté derrière Emmanuel Macron :

- « Bien sûr j'irai voter pour Emmanuel Macron, il n'y a pas de commune mesure entre les deux candidats. Il faut être aveugle pour ne pas voir ce que réserverait une présidence Front national. Il faut être responsable pour l'avenir de nos enfants, pour la France et pour l'Europe. Il faut réformer beaucoup de choses et il faudra ensuite être vigilant pour que le futur gouvernement respecte les promesses, et aux électeurs de bouger lorsque certaines réformes ou propositions de loi ne correspondent pas à leurs idées. Mais en tout état de cause, jamais je ne donnerai ma confiance à madame Le Pen et à ses amis » (homme, 63 ans, retraité, Loire-Atlantique, centre gauche)
- « Sans hésitation ce sera Macron » (homme, 42 ans, cadre, Val-d'Oise, centre droit)
- « Même si ce n'était pas mon candidat, européen convaincu, je vais voter Macron » (homme, 67 ans, retraité, Nord, centre droit)

Mais au-delà de ces réactions spontanées, on constate l'extraordinaire affaiblissement du « réflexe républicain » dans l'électorat<sup>[1]</sup>. Ainsi, les personnes souhaitant que Marine Le Pen soit battue ne représentent que 52 % des Français, selon une enquête BVA publiée ce vendredi 28 avril. La nécessité d'infliger une défaite la plus large possible ne semble guère s'imposer que pour 36 % des Français – essentiellement des CSP+ (44 %), des retraités (46 %), des étudiants (47 %) et des sympathisants de gauche (60 %). Mais au total, 30 % des Français déclarent souhaiter la victoire de Marine Le Pen (dont 40 % des CSP-), et 17 % des Français se déclarent totalement indifférents à l'issue de ce second tour.

En l'absence d'indignation largement partagée, les jugements sur l'importance de la mobilisation pour le second tour ne sont pas écrasants : 60 % seulement des Français ayant l'intention de ne pas voter pour Marine Le Pen au second tour jugent « primordial » que les Français soient nombreux à se mobiliser le 7 mai prochain pour faire barrage au Front national. À l'image d'une mobilisation qui semble déclinante depuis une semaine, notamment chez les électeurs de François Fillon et de Jean-Luc Mélenchon, une part substantielle considère la mobilisation comme importante mais non primordiale, voire comme secondaire.

Certains électeurs, évidemment, ont été choqués par l'absence de prise de position claire de la part du leader de la France insoumise :

- « En tout cas ce second tour est un vrai révélateur. Mélenchon mauvais perdant d'extrême gauche. Des gens des LR qui tombent le masque et déclarent leur flamme au FN (Christine Boutin...). Des socialistes opportunistes (Ségolène Royal). C'est pas joli joli ! » (homme, 42 ans, cadre, Val-d'Oise, centre droit)
- « J'ai voté Mélenchon mais je considère que la gauche DOIT se souder contre Marine Le Pen, je désapprouve totalement la politique du «ni-ni» qu'affiche Mélenchon actuellement. L'abstention m'a traversé l'esprit car le programme de Macron est très loin de celui de Mélenchon, et il est difficile de se ranger derrière des idées qu'on désapprouve en partie. Mais de là à dire que Marine Le Pen ou Emmanuel Macron c'est pareil, NON. En ce qui me concerne mon choix est fait, et

j'espère que Mélenchon sortira de son amertume et appellera à voter Macron » (femme, 24 ans, étudiante, Hauts-de-Seine, gauche)

Mais les prises de position des candidats éliminés, et notamment de Jean-Luc Mélenchon, sont loin de faire l'objet d'une condamnation unanime – même si l'ambiguïté du candidat de La France insoumise suscite des débats jusqu'au cœur de son propre camp. 40 % des Français et 70 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon approuvent ainsi l'attitude qu'il a adoptée durant cette première semaine de campagne de second tour. À gauche – sensibilité la plus mobilisée et la plus indignée par les résultats du premier tour –, la condamnation de son attitude est loin d'être unanime (56 %).

La peur d'une arrivée du FN au pouvoir – que les Français, malgré les sondages, n'écartent pas totalement – ne suffit plus à souder un électorat désenchanté, désabusé, en déshérence et orphelin de son candidat. On comprend, à la lecture de ce que disent les Français, pourquoi les appels du candidat d'En marche ! depuis quelques jours peinent à mobiliser – et peuvent même avoir un effet contreproductif, tant les électeurs sont nombreux à ne plus souhaiter qu'on leur demande de voter « contre le FN ».

- « Je sais pour qui je ne vais pas voter ! Quand on a voté au premier tour par conviction et que son candidat n'a pas été sélectionné ce n'est pas facile ! J'hésite entre un vote concret et un vote nul, mais de toute façon j'irai voter. En tant que souverainiste, voter Macron me semble difficile » (homme, 57 ans, cadre, Côte-d'Armor, centre droit)
- « Pour le moment, je connais surtout celui pour qui je ne voterai pas, celui qui ne m'a pas convaincu sur sa politique sécuritaire, ni sur son projet sociétal qui ne me convient pas, comme quoi avec un bon marketing tout se vend... Donc un vote blanc car le programme économique de l'autre candidat ne me convient pas ; à moins que d'ici là, les médias continuent leur manipulation et me conduisent vers un vote contestataire » (homme, 37 ans, profession intermédiaire, Pas-de-Calais, centre)
- « Sans l'ombre d'une hésitation pas pour Marine. Non aux extrêmes ! » (femme, 28 ans, employée, Pas-de-Calais, centre)
- « J'irai voter en effet et pas par conviction pour un candidat mais par opposition à l'autre. Je ne suis convaincue par ni l'un ni l'autre » (femme, 62 ans, artisan, Nord, droite)
- « Je ne suis convaincue par aucun des deux candidats du second tour. Je me laisse le temps de la réflexion jusqu'au prochain vote » (femme, 58 ans, employée, Nord, centre)

On découvre, avec effarement pour certains commentateurs de la vie politique, l'existence du « ni-ni » : ces jeunes qui défilaient le 27 avril dernier dans les rues de Paris, renvoyant dos-à-dos Marine Le Pen et Emmanuel Macron. Mais il s'agit là d'une vraie tendance, héritage sans doute des « ni-ni » adoptés par certains dirigeants politiques depuis quelques années, visible dans nos sondages comme dans les études qualitatives.

- « Je n'irai pas voter au second tour. Je suis en complète contradiction avec les idées de madame Le Pen. Et je suis en complet désaccord avec les idées du pantin de la finance qu'est Macron. Le vote blanc n'étant pas pris en compte dans le décompte des suffrages exprimés, c'est inutile de voter blanc » (femme, 39 ans, employée, Finistère, gauche)
- « Je voterai blanc, sachant pertinemment que le vote blanc n'est pas pris en compte, ras-le-bol de voter contre » (homme, 65 ans, retraité, Nord, gauche)

Quand moins de la moitié des Français répondent qu'ils souhaitent la victoire d'Emmanuel Macron, cela signifie bien qu'une majorité souhaite soit celle de Marine Le Pen, soit « ni de l'un, ni de l'autre », mettant par là un signe d'égalité entre les deux finalistes de la présidentielle. On eût pu penser que la concrétisation du résultat que les sondages attribuaient au FN depuis des mois allait créer un électrochoc. Il n'en est rien. L'examen des reports de voix et de leur évolution depuis le soir du premier tour atteste de cet affaiblissement extraordinaire de la digue républicaine qui a, il faut le rappeler, encore empêché l'accès de candidats FN aux présidences des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Hauts-de-France en 2016.

#### Reports de voix :

- Électeurs de Jean-Luc Mélenchon : 41 à 45 % Emmanuel Macron / 16 % à 18 % Marine Le Pen / 39 % à 41 % Abstention
- Électeurs de Benoît Hamon : 71 à 81 % Emmanuel Macron / 2 % à 4 % Marine Le Pen / 17 % à 25 % Abstention
- Électeurs de François Fillon : 41 à 45 % Emmanuel Macron / 24 % à 26 % Marine Le Pen / 31 à 35 % Abstention
- Électeurs de Nicolas Dupont-Aignan : 19 % Emmanuel Macron / 46 % Marine Le Pen / 35 % Abstention

(Données issues du Rolling Ifop-Fiducial et de l'enquête électorale réalisée par BVA les 27 et 28 avril 2017).

On observe d'ailleurs que les réserves de voix sont bien plus importants chez les électeurs clairement positionnés à droite – 46 % chez Nicolas Dupont-Aignan, 25 % chez François Fillon – qu'au sein de La France insoumise. À ce titre, la campagne très « sociale » que mène Marine Le Pen depuis cinq jours ne manque pas d'étonner. Elle n'a, pour le moment, pour effet que de faire basculer des électeurs Mélenchon d'un vote Macron vers l'abstention. Ne se retrouvant pas dans son discours, les électeurs de François Fillon se démobilisent également.

Ces résultats couronnent évidemment six ans de stratégie de diabolisation, mais résultent aussi d'un rejet extraordinairement fort des partis et des élus, qui trouve son origine non seulement dans les « affaires », mais aussi et surtout dans une absence de résultats perçue des actions menées ces dernières années. La colère et la frustration des électeurs ont trouvé, dans cette élection, de multiples réceptacles – ce qui explique sans doute en partie le fait que le FN domine moins cette élection présidentielle que toutes les élections intermédiaires depuis 2012. Mais une chose est certaine : la peur du FN, sur laquelle tous les prétendants au second tour misaient pour se faire élire dans un contexte de décomposition et de désenchantement politique, ne suffit plus à souder les électeurs derrière un candidat. Quand bien même ce candidat serait-il le moins rejeté parmi les quatre prétendants au second tour.

La tâche d'Emmanuel Macron, quel que soit son score à l'issue du second tour, s'annonce plus que difficile. Son attitude depuis le soir du premier tour est d'ailleurs, il faut le souligner, loin de faire l'unanimité : seuls 48 % des Français l'approuvent – 57 % des sympathisants de gauche, 53 % de ceux de droite, mais seulement 33 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 41 % de ceux de François Fillon. Soit un score d'approbation exactement identique à celui obtenu par la candidate du Front national, et même inférieur de deux points à celui obtenu par François Fillon (approuvé par 51 % de l'ensemble des Français, et par 73 % de son électorat). Le rassemblement, à l'issue du second tour, n'est pas acquis d'avance.

Dans un tel contexte, combinant exigence et désillusions, le sens de nombreux propos tenus par les Français depuis une semaine laisse entendre qu'il s'agirait de la dernière élection avant une possible arrivée du FN au pouvoir. Cet affaiblissement historique des partis traditionnels et de notre système démocratique rejoindrait alors, et c'est bien tout le paradoxe, une logique de « recomposition » politique qui verrait s'affronter « patriotes » et « nationalistes », ou « progressistes » et « conservateurs ». Car après les « progressistes », la logique de l'alternance ne serait-elle pas de porter les « conservateurs » au pouvoir ?

#### UN DIMANCHE D'UPPERCUTS

28/04/2017 2 [Émeric Brehier](#)

Le premier tour de l'élection présidentielle en France, dimanche 23 avril, n'a pas déçu. Émeric Bréhier, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation, nous dit qu'il a même bien tenu toutes ses promesses : un vrai dimanche d'uppercuts.

Pensez donc :

1- le Front national qualifié pour le second tour de l'élection majeure du système politique français où près de 80 % du corps électoral s'est rendu aux urnes. Bien sûr, on pourra toujours expliquer que cette qualification était certaine depuis longtemps, que cette certitude avait même structuré la vie politique ces dernières années, mais quand même ! Et on ne peut que constater de plus que la candidate a recueilli plus de 7,6 millions de voix, en nette progression par rapport à la dernière élection présidentielle et même aux dernières élections régionales de 2015. Alors, bien évidemment, on peut toujours rappeler que les sondages il y a quelques semaines mettaient la candidate bien plus haut. Certes.

2- un OVNI politique ayant lancé son mouvement il y a à peine une année se qualifie au second tour de l'élection présidentielle en recueillant plus de 8,5 millions de suffrages, étant ainsi en tête du premier tour ! Son positionnement central a profité pleinement des choix des partis dits de « gouvernement » dont les candidats étaient perçus par nos concitoyens comme positionnés aux extrêmes de l'échiquier politique. Il a ainsi pu développer son discours, et son programme, de dépassement des clivages, « de droite et de gauche ». Au final, que les suffrages se soient portés sur son nom par adhésion à sa démarche, par conviction programmatique, ou pour éviter un second tour François Fillon/Marine Le Pen, cela n'a aucune importance. À ce stade.

3- le candidat des Républicains dont on avait pu penser qu'un surcroît de mobilisation ces derniers jours pourrait lui être profitable se voit défait et a l'honneur d'être ainsi le premier candidat de cette famille politique à ne pas parvenir à la qualification pour le second tour de cette « élection reine », pour reprendre la formule d'Édouard Balladur, de la V<sup>e</sup> République. Famille politique dont les tiraillements à venir, et qui sont en gestation depuis plusieurs années, n'auront rien à envier à ceux du Parti socialiste.

4- le représentant du parti d'Épinay a quant à lui mordu la poussière, pris en tenaille entre le candidat d'En marche ! et celui de La France insoumise. Il n'est à l'évidence pas parvenu à s'extraire de ce piège dans lequel il s'était en partie lui-même mis aux lendemains d'une primaire qu'il avait parfaitement maîtrisée.

5- reste donc le candidat de La France insoumise qui a parfaitement réussi la dernière phase de sa campagne, notamment à partir de sa réunion place de la République et lors du débat entre les cinq principaux candidats. C'est bien à ce moment que l'inversion des courbes avec le candidat issu de la primaire de la Belle Alliance populaire s'est opérée. Il n'en reste pas moins qu'il a raté sa sortie en ne prenant pas position pour le second tour dès dimanche soir, rejetant ainsi l'évidente tradition républicaine. Voici un mystère dont les conséquences sont à ce stade insondables, tant pour lui et sa force politique que pour le résultat final du second tour.

Ce second tour s'annonce au final bien plus incertain que l'on veut bien le croire : le taux de participation demeurera-t-il élevé ou s'affaiblira-t-il ? Les électrices et les électeurs du candidat de La France insoumise se mobiliseront-ils pour celui d'En Marche ! ? Et que feront celles et ceux du candidat Les Républicains ? Selon le résultat d'Emmanuel Macron le 7 mai prochain, la scène politique sera assurément bien différente. Vivrons-nous un *remake* de 2002, tel un accident de l'histoire politique, ou vivrons-nous au contraire une nouvelle étape de la déstructuration de la vie politique française telle que nous la vivons depuis plus de cinquante ans ? En réalité, cette élection présidentielle ne comprend pas deux tours mais bien quatre. La fin de celle-ci n'est pas programmée le 7 mai au soir. Mais bien le 18 juin, lors du second tour des élections législatives.

### Le mythe de la dédramatisation du FN

par [Nonna Mayer](#), le 4 décembre 2015 [Mots-clés](#) [Télécharger l'article](#) [English](#)

**Quoi qu'en dise sa présidente, le Front National n'a jamais cessé d'être raciste et xénophobe, à en juger par l'opinion de ses adhérents et sympathisants. C'est ce que montre le sondage annuel effectué pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme.**

Depuis que Marine Le Pen a été élue présidente du Front national, en janvier 2011, sa stratégie de conquête du pouvoir passe par la « dédramatisation », visant à donner du FN l'image d'un parti « comme les autres » [1]. Il s'agit notamment de montrer qu'il n'est ni raciste, ni xénophobe, ni surtout antisémite. Louis Aliot, vice-président du FN et député européen, le dit sans fard : « La dédramatisation ne porte que sur l'antisémitisme. En distribuant des tracts dans la rue, le seul plafond de verre que je voyais, ce n'était pas l'immigration, ni l'islam... D'autres sont pires que nous sur ces sujets-là. C'est l'antisémitisme qui empêche les gens de voter pour nous. Il n'y a que cela... À partir du moment où vous faites sauter ce verrou idéologique, vous libérez le reste (...). » (Entretien du 6 décembre 2013, in Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours*, Paris, Seuil, p. 420).

Marine Le Pen, pour sa part, n'a jamais tenu de propos antisémites ou négationnistes, et elle a plus d'une fois condamné les propos antisémites de son père. Elle se présente même comme le meilleur rempart de la communauté juive contre « l'antisémitisme islamique », cherchant, non sans succès, à séduire une partie de cet électorat. Comme le souligne Jérôme Fourquet : « quel meilleur gage de "normalisation" qu'un score élevé (ou conforme à la moyenne nationale) du FN dans l'électorat de confession juive ? » [2]. Et elle vise également l'électorat musulman, comme en témoigne la campagne de son parti en Île-de-France pour les régionales : des tracts sont distribués portant la mention « Musulman peut-être, mais Français d'abord », tandis qu'une affiche intitulée « Quelle banlieue voulez-vous ? » montre d'un côté, une jeune femme portant un bonnet phrygien et le drapeau tricolore peint sur ses joues, de l'autre la même jeune femme (en fait Kelly Betesh, candidate FN sur la liste de Wallerand de Saint-Just) portant un niqab.

### Les provocations antisémites de Jean-Marie Le Pen

En janvier 2005, quand il déclare dans un entretien au journal d'extrême droite *Rivarol* que « l'Occupation allemande en France n'a pas été particulièrement inhumaine », Marine Le Pen sèche pendant trois mois les réunions du bureau exécutif et du bureau politique du FN. En 2011, elle qualifie ce qui s'est passé dans les camps de « summum de la barbarie » (Entretien du 3 février 2011, *Le Point*, 2011). En avril 2014, sur son blog hébergé par le FN, quand Jean-Marie Le Pen lance : « On fera une fournée la prochaine fois » en réponse au chanteur Patrick Bruel disant qu'il ne se produira pas dans les villes qui ont élu un maire FN, elle dénonce « une faute politique » et supprime son blog. Chaque fois qu'il réitère ses propos sur les chambres à gaz comme un « détail de l'histoire » (en 2008, 2009 et 2015) elle exprime publiquement son « profond désaccord ». Le 9 avril 2015, l'entretien qu'il accorde à *Rivarol*, revenant sur « le point de détail » et faisant l'éloge du maréchal Pétain, est la goutte de trop qui déclenche sa procédure d'exclusion définitive du parti.

Cette stratégie ne fait pourtant pas l'unanimité dans le parti, si l'on en juge par les nombreuses défections de nouvelles recrues, déçues de découvrir une réalité à mille lieux des discours de la présidente. Nadia Portheault, d'origine algérienne, tête de liste FN à Saint-Alban, en Haute-Garonne, est partie après qu'un cadre lui eut lancé : « Toi et tes enfants, vous êtes bons pour le four... » (*La voix du Midi*, 4 novembre 2013). Arnaud Cléré aussi, transfuge de l'UMP dans la Somme, effaré de voir des croix gammées tatouées aux bras de certains militants, ou encore Anna Rosso-Roig (Front de gauche) à Marseille et Vincent Morelle (UMP) à Meaux. Sans compter les propos racistes et antisémites avérés de 104 candidats du FN aux départementales de 2015, malgré les

strictes consignes données par la direction. Ces exemples incitent à s'interroger sur le degré de racisme et d'antisémitisme au sein du « nouveau » Front national. Le parti a-t-il vraiment changé à cet égard, ou la stratégie de « diabolisation » n'est-elle qu'un leurre ?

Pour répondre à cette question on dispose d'une base de données unique en son genre, celle du sondage annuel effectué pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme depuis 1990 [3], qui explore toutes les formes de racisme et de xénophobie. Elle permet d'isoler une population particulière, celle des sympathisants frontistes, soit les personnes qui citent le Front national comme le parti dont elles se sentent « le plus proche ou disons le moins éloigné ». Afficher ouvertement une proximité avec le parti frontiste engage certes moins que l'adhésion, mais plus qu'un simple vote. C'est le noyau dur de l'électorat du FN, le plus fidèle, le plus acquis à ses idées, qui offre comme un miroir grossissant de ses transformations. Ce sondage permet d'une part de comparer les préjugés racistes des sympathisants du FN à ceux des sympathisants des autres partis politiques, d'autre part de vérifier si leur niveau de racisme a baissé depuis l'élection de Marine Le Pen à la présidence du parti.

### Un niveau record d'intolérance

Le constat est sans appel. Sur toutes les questions relatives à la perception de l'Autre, « autre » par ses origines, sa couleur de peau, sa religion, sa culture, et quelle que soit la vague de sondage retenue, les réponses des sympathisants du FN sont toujours beaucoup plus négatives que celles des sympathisants des autres partis.

Plutôt que de prendre les questions une par une, la technique des échelles d'attitudes permet de faire apparaître la structure des réponses. Elle sélectionne les questions dont les réponses sont les plus corrélées, relevant d'une même attitude raciste ou « ethnocentriste », au sens qu'un ethnologue comme Claude Lévi-Strauss a donné à ce terme :

« L'attitude la plus ancienne (...) consiste à répudier purement et simplement les formes culturelles : morales, religieuses, sociales, esthétiques, qui sont les plus éloignées de celles auxquelles nous nous identifions. « Habitues de sauvages », « cela n'est pas de chez nous », « on ne devrait pas permettre cela », etc., autant de réactions grossières qui traduisent ce même frisson, cette même répulsion, en présence de manières de vivre, de croire ou de penser qui nous sont étrangères. (Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*, Paris, Gonthier, 1961, p.19-20).

Puis cette même technique classe les questions retenues par niveau croissant d'intolérance, comme les marches d'un escalier, allant du degré d'ethnocentrisme le plus bas au plus élevé. Et elle permet de donner un score d'ethnocentrisme, allant de zéro pour les personnes qui ne donnent jamais la réponse intolérante, à 100 pour celles qui la donnent toujours.

### L'échelle d'ethnocentrisme

La même échelle en dix questions a été utilisée de 2009 à 2014. Le cumul des six vagues donne un échantillon total de 6090 personnes dont 458 proches du FN. Les réponses en caractères gras relèvent de la même attitude « ethnocentriste », entre parenthèses figurent la moyenne des réponses sur les six vagues. Ceux qui n'acceptent pas les Juifs ont tendance à ne pas accepter non plus les Musulmans, les immigrés, les étrangers. Il y a toutefois une hiérarchie des rejets. Sur les six vagues, l'item qui dénote le degré le plus élevé d'ethnocentrisme est le refus absolu d'accorder aux Français musulmans la qualité de citoyen à part entière (les « pas d'accord du tout » opposée à tous les autres), suivi de très près par le refus de l'accorder aux Français juifs (« plutôt pas d'accord » et « pas d'accord du tout »). Ces personnes, minoritaires, ont tendance à donner la réponse ethnocentriste à toutes les autres questions. Inversement, l'item le moins discriminant renvoie au stéréotype selon lequel les immigrés viendraient en France uniquement pour profiter des avantages sociaux, que plus de neuf personnes interrogées sur dix ne rejettent pas totalement (toutes celles qui choisissent une autre réponse que « pas d'accord du tout »), sans pour autant partager nécessairement les préjugés précédents.

*Les Français musulmans sont des Français comme les autres* : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, n'a pas répondu / **Pas d'accord du tout (9%)**

*les Français juifs sont des Français comme les autres* : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, n'a pas répondu / **Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout (12%)**

*Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française* : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, n'a pas répondu / **Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout (23%)**

*Il faut permettre aux Musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions* : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / **Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout (23%)**

*La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel* : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, n'a pas répondu / **Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout (31%)**

*Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps* : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, / n'a pas répondu **Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout (51%)**

*Il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France* : **Tout à fait d'accord, plutôt d'accord** / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, n'a pas répondu **(62%)**

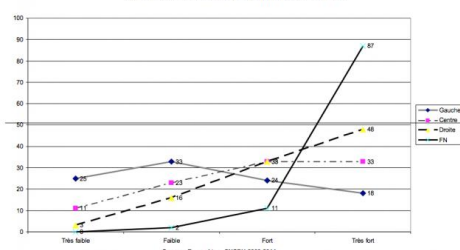
*Les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment Français* : **Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord** / Pas d'accord du tout, n'a pas répondu **(59%)**

*L'immigration est la principale cause de l'insécurité* : **Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord** / Pas d'accord du tout, n'a pas répondu **(77%)**

*De nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale* : **Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord** / Pas d'accord du tout, n'a pas répondu **(87%)**

Les sympathisants du FN battent tous les records d'intolérance à l'Autre. Si on répartit les personnes interrogées en quatre groupes par niveau croissant d'ethnocentrisme, de « très faible » (scores 0-1) à « très fort » (6-10), 87% d'entre eux sont très ethnocentristes, contre 48% des proches des partis de droite, 33% des proches des partis du centre, et 18% des proches des partis de gauche (Figure 1). Inversement, aucun proche du FN n'a sur notre échelle un score inférieur à 2 (contre respectivement 3% des sympathisants de droite, 11% des centristes et un quart des sympathisants de gauche). Surtout, si on regarde l'évolution dans le temps des sympathisants FN, la proportion des « très racistes » n'y a pas varié depuis 2011, stabilisée à 87%.

Figure 1. Score d'ethnocentrisme par proximité partisane (%)



L'arrivée de Marine Le Pen n'a donc pas atténué les préjugés de ses sympathisants. En revanche les sympathisants des autres partis et surtout ceux de droite, dans un contexte de crise économique et de désaffection politique, sont devenus plus racistes. La proportion des scores très élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme est passée dans le même temps de 11 à 21% chez les sympathisants de gauche (+10 points), de 58 à 69% chez les centristes (+11), et de 33 à 55% chez les sympathisants de droite (+22). L'écart entre le niveau de racisme au FN et dans les autres partis a certes un peu diminué, mais il reste spectaculaire, les frontistes distançant encore les sympathisants des partis de droite de 32 points et ceux de gauche de 66 points.

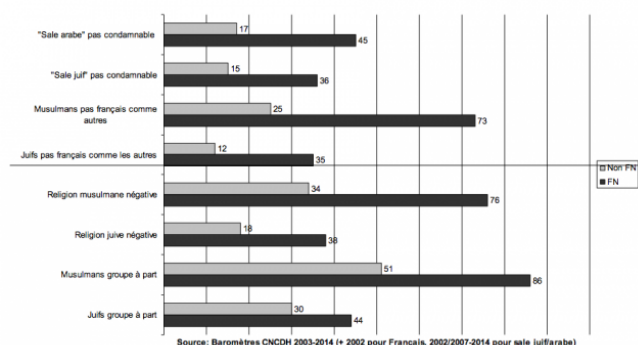
### Plus d'islamophobes que d'antisémites

Un second trait caractéristique des sympathisants du FN est une polarisation anti-Islam exacerbée, bien plus marquée que leur antisémitisme. Plusieurs questions du baromètre CNCNH, posées à l'identique sur une période plus longue que celles de l'échelle précédente (dès 2002 pour certaines), permettent de cerner l'image des minorités culturelles et religieuses (juive, musulmane, maghrébine, asiatique, noire etc.) qui composent la société française. Elles portent sur la reconnaissance de leur citoyenneté (leurs membres sont-ils « des Français comme les autres » ?), leur degré d'intégration dans la société (forment-ils un « groupe à part » ?), l'image positive ou négative de leur religion, et la nécessité d'une sanction judiciaire accrue pour les insultes à leur égard. Quelle que soit l'orientation partisane, la minorité juive est de très loin la mieux acceptée en France, et la minorité musulmane la plus rejetée. Ainsi 87% des personnes interrogées, en moyenne, estiment que les Français juifs sont « des Français comme les autres » mais 72% pensent pareil pour les Français musulmans. L'idée que les Juifs forment « un groupe à part » est partagée par 31 % des personnes interrogées mais 53% quand il s'agit des Musulmans. La religion juive évoque quelque chose de négatif à 19% des personnes interrogées, mais la religion musulmane à 36%. Même la demande de sanctions judiciaires accrues est un peu plus forte pour des propos comme « sale Juif » que pour « sale Arabe » (respectivement 81 et 78%).

Mais le phénomène atteint un paroxysme chez les sympathisants du FN. La figure suivante montre la perception comparée des minorités juive et musulmane par proximité partisane, opposant les proches du FN à ceux des autres partis (Figure 2). Si les premiers sont toujours plus nombreux que les seconds à avoir une perception négative de ces deux minorités (barres noires) comparés aux proches des autres partis politiques (barres grises), le différentiel partisan est encore plus marqué quand il s'agit des Musulmans et de l'islam. Le refus des sympathisants FN de voir dans les Musulmans des citoyens comme les autres dépasse de 48 points celui qu'on observe chez les sympathisants des autres partis (contre 23 points dans le cas des Français juifs), leur jugement négatif de la religion musulmane est supérieur de 42 points (contre 20 pour la religion juive), leur sentiment que les Musulmans forment un « groupe à part » de 35 points (contre 14 quand il s'agit des Juifs) et leur refus de sanction judiciaire pour des propos insultants de 28 points (contre 21).

Cet écart entre sympathisants et non sympathisants du FN se maintient après 2011 pour ce qui est des jugements négatifs sur l'islam et les Musulmans. En revanche l'image négative de la religion juive et le sentiment que les Juifs forment un groupe à part n'ont progressé que chez les proches du FN (+ 5 points). Autrement dit, non seulement l'arrivée de Marine Le Pen aux commandes du parti n'a pas fait baisser le niveau relatif des préjugés anti-musulmans chez ses sympathisants, mais leur niveau d'antisémitisme s'est accru, même s'il reste bien inférieur à celui de leurs préjugés islamophobes.

Figure 2. Perception des minorités juives et musulmanes par proximité partisane (%)



### Une aversion marquée aux pratiques de l'islam

Dès 1989 et la polémique sur le port du foulard à l'école, il y a eu en France une polarisation du débat public autour des pratiques de l'islam et de leur compatibilité avec les valeurs républicaines. Sans surprise, c'est chez les proches du FN que cette aversion est la plus marquée.

L'enquête de la CNCNH de 2003, sur le terrain juste avant que la commission Stasi dépose son rapport, inclut pour la première fois une batterie de questions ainsi formulée : « Selon vous, le respect des pratiques religieuses musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société ? Tout à fait, plutôt, pas vraiment, pas du tout ». On a repris cinq questions posées d'abord en 2003 puis systématiquement depuis 2007, concernant le port du voile, le jeûne du ramadan, les prières, l'interdiction de consommer de la viande de porc et de l'alcool, et le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kébir. C'est la modalité de réponse la plus hostile qui a été retenue (pratique jugée « tout à fait » problématique) (Figure 3). Les proches du FN se distinguent là encore des proches des autres partis par leur niveau plus élevé d'hostilité à ces pratiques. L'écart est d'autant plus grand que celles-ci sont plus visibles dans l'espace public. Il atteint 41 points sur le sacrifice du mouton, 39 sur les prières (sans doute comprises comme les prières de rue, régulièrement stigmatisées par Marine Le Pen), 37 sur le port du voile, contre 30 pour le respect du Ramadan et des interdits alimentaires.

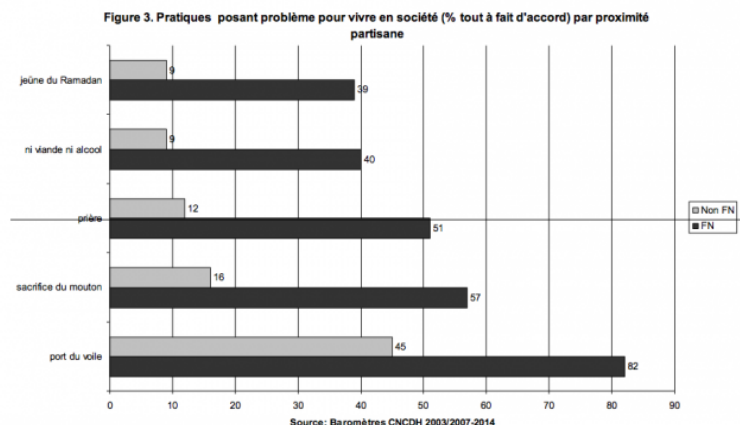
Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

Si entre 2009 et 2014 le rejet de ces pratiques a considérablement progressé dans l'ensemble de la population, il a aussi continué à monter chez les proches du FN, où il était pourtant déjà très élevé. L'écart entre les sympathisants du FN et des autres partis a donc un peu diminué mais il reste très élevé. On le voit sur une échelle d'aversion à l'islam, construite en ajoutant à ces cinq questions sur les pratiques une question sur la perception comparée de la religion musulmane et de la religion catholique. La proportion de sympathisants frontistes avec des scores très élevés est passée de 73% avant 2011 à 81% après (contre 42 et 55% chez les non-frontistes).

### Un antisémitisme sans équivalent dans les autres partis

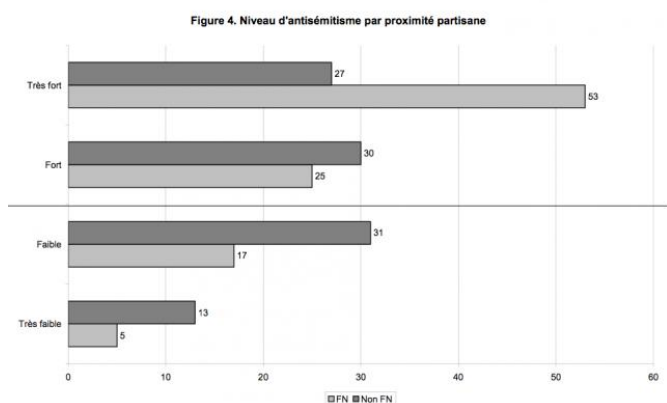
Sans atteindre le niveau des préjugés islamophobes, les préjugés anti-juifs sont également beaucoup plus fréquents chez les sympathisants du FN que chez ceux des autres partis. On peut le mesurer grâce à de nouvelles questions récemment introduites dans les enquêtes de la CNCNH, compte tenu de l'inquiétude suscitée par la montée des actes antisémites. Elles reprennent les stéréotypes anti-juifs qui se sont accumulés au fil du temps : anti-judaïsme chrétien, antisémitisme nazi à base raciale, stéréotypes autour de l'argent et du pouvoir excessif des Juifs, accusations de communautarisme, de « double allégeance », négationnisme,

sans oublier l'antisionisme. Depuis la Guerre des Six jours et l'occupation des territoires, un autre débat s'est ouvert sur l'apparition à gauche d'une « nouvelle judéophobie », qui serait masquée derrière la critique d'Israël et la défense de la cause palestinienne [4].



La technique des échelles d'attitude, déjà utilisée, montre que sur les dix questions relatives à la perception des Juifs seules cinq relèvent d'une même attitude « antisémite » : la croyance dans le pouvoir excessif des Juifs, le déni de leur pleine citoyenneté française, le fait qu'ils formeraient un groupe « à part », le sentiment qu'Israël pour eux compte plus que la France et leur rapport particulier à l'argent. Les opinions sur Israël et le conflit n'y entrent pas, pas plus que les thèses négationnistes, l'antijudaïsme religieux ou la sensibilité aux insultes antisémites. Sur cette échelle d'antisémitisme, les sympathisants du FN se distinguent des autres par leur niveau très élevé de préjugés antisémites : plus de la moitié ont des scores élevés (supérieurs à 3), contre un gros quart des sympathisants des autres partis (Figure 4). Même si la différence observée entre proches et non proches du FN – 26 points de pourcentage – reste bien inférieure à celle qu'on observait quand il s'agissait de l'Islam et des Musulmans (Figures 2 et 3).

Il en va de même quand on aborde la question d'Israël. Là encore, les opinions négatives sont bien plus nombreuses chez les sympathisants du FN que chez ceux des autres partis, et notamment ceux de l'extrême gauche, contrairement à la thèse d'une « nouvelle judéophobie » qui serait en train de migrer de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique (respectivement 57% au FN, 41% à l'UMP, 35% à l'extrême gauche). Mais une fois encore le différentiel FN/non FN est bien plus marqué quand il s'agit d'un pays musulman comme l'Algérie (36 points, contre 20 quand il s'agit de l'État juif) (Figure 5).



### Un racisme assumé

Depuis la Seconde guerre mondiale et le traumatisme de la Shoah, la lutte contre le racisme, sous toutes ses formes, est devenue la norme dans les démocraties occidentales. Les préjugés sont reformulés de manière plus acceptable, sur la base d'arguments culturels, en appelant à des conflits de valeurs ou de civilisation plutôt qu'en termes de race. C'est un racisme qualifié de « soft », « subtil », « voilé », « symbolique », ou encore de « différentialiste », par opposition au racisme « inégalitaire » qui prévalait avant [5]. L'euphémisation relative des discours et des programmes du FN, sa stratégie même de dédramatisation sont en son signe. Pourtant cette évolution n'apparaît pas chez les sympathisants du FN, leur racisme s'exprime crûment, à l'ancienne.

Pour le repérer on dispose de deux questions. La première, régulièrement posée depuis 2002, interroge la croyance en l'existence de races humaines. Il fallait choisir entre trois propositions : les races humaines n'existent pas, toutes les races humaines se valent, et il y a des races supérieures à d'autres. La proportion de personnes qui croient encore en l'existence de races humaines est minoritaire, avoisinant les 11% sur la période étudiée (2002-2014). Mais elle fait plus que tripler chez les sympathisants du FN, où elle atteint 36%. Et chez eux cette proportion n'a pas varié tout au long de la période, alors que chez les non sympathisants du FN elle a légèrement reculé (de 10 avant 2011 à 8% après). Une forme primaire de racisme, à fondement biologique, reste donc encore présente chez une grosse minorité de frontistes, en décalage avec la ligne officielle du parti.

La seconde question, posée depuis 1999, demande à la personne interrogée d'évaluer son propre degré de racisme : « En ce qui vous concerne personnellement, diriez-vous de vous-même que vous êtes plutôt raciste, un peu raciste, pas très raciste, pas raciste du tout ? ». Cet indicateur s'avère clivant, et étroitement corrélé aux échelles d'ethnocentrisme, d'antisémitisme et d'aversion à l'islam. La frontière passe entre ceux qui se disent plutôt ou un peu racistes et les autres, les premiers donnant systématiquement les réponses les plus intolérantes. Sur la période étudiée, leur proportion moyenne tourne autour de 28 %. Mais elle bat tous les records chez les proches du FN : 82% se disent racistes (dont 43% « plutôt » et 39% « un peu »), alors que chez les proches des autres partis la proportion tombe à 25% et 16% chez les proches des partis de gauche. Si elle baisse de 5 points depuis 2011, elle reste à un niveau exceptionnellement élevé : 80% (contre 26% chez les proches des autres partis). La sympathie pour le FN est encore aujourd'hui le fait d'une très large majorité de « racistes » assumés, se revendiquant comme tels.

Ces résultats montrent un décalage certain entre le discours de la présidente du Front national et celui de ses soutiens. Les sympathisants déclarés de son parti se distinguent par un niveau record de rejet de l'Autre, rejet assumé puisque quatre sur cinq

se définit comme « raciste ». Alors que Marine Le Pen a fait de l'antisémitisme un tabou, plus d'un sympathisant sur deux a des notes élevées sur une échelle de préjugés anti-juifs. Alors qu'elle prend soin de cibler le « fondamentalisme islamique » et non l'Islam, ses partisans ne font pas la différence. Ils se distinguent des proches de tous les autres partis par leur niveau exceptionnellement élevé d'« islamophobie », au sens de rejet de l'Islam, de ses pratiques, et de ses fidèles. La « dédramatisation » entreprise par Marine Le Pen n'est pas en phase avec la vision du monde de ses sympathisants. Le « nouveau FN », à cet égard, ressemble encore beaucoup à l'ancien.

#### Aller plus loin

- Cécile Alduy, Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris, Seuil, 2015.
- Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer (dir.), *Les faux semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- Mayer Nonna, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale, « Le regard des chercheurs sur les phénomènes de racisme », in CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie - Année 2014*, Paris, la Documentation Française, p. 207-259.
- Vincent Tiberj, « L'Islam et les Français : cadrage des élites, dynamiques et crispations de l'opinion », *Migrations Société*, vol. 26, n°155, 2014, p. 165-181.

#### Pour citer cet article :

Nonna Mayer, « Le mythe de la dédramatisation du FN », *La Vie des idées*, 4 décembre 2015. ISSN : 2105-3030.  
URL : <http://www.laviedesidees.fr/Le-mythe-de-la-dedramatisation-du-FN.html>

#### Le piège des fausses symétries

> « *Je ne voterai pas pour un banquier.* » On mesure mal la régression intellectuelle que représente ce slogan, manifestement commun à l'extrême droite et à une partie de la gauche radicale. Le mantra « Macron-Rothschild » dispense de toute discussion sérieuse sur les programmes respectifs des deux candidats, comme si la position sociale d'un candidat suffisait à le disqualifier. Bizarrement, dans les mêmes cercles, personne ou presque ne remarque que Macron a en face de lui [une héritière qui fut longtemps châtelaine](#). Mais comme elle se recommande « du peuple » (lequel ?), ce point de détail disparaît.

A lire aussi [Monsieur Macron, vos futurs électeurs de gauche ont quelque chose à vous dire](#)

> Outre que Macron n'est plus banquier depuis cinq ans, cette simple qualité ne saurait épuiser le débat. Toute la gauche était réunie il y a peu pour saluer la personnalité et l'action d'un autre « banquier ». Il avait passé plus de temps chez Rothschild que Macron, ce qui ne l'empêchait pas d'être le leader respecté de l'aile gauche du PS. Il s'appelait Henri Emmanuelli. Comme quoi le déterminisme social est parfois pris en défaut. Ou bien, si l'on fait un peu d'histoire, on oublie aussi que toute la gauche se réclame dans cette présidentielle d'un économiste qui avait fait fortune par la spéculation boursière, membre éminent de l'establishment (on ne disait pas encore « gauche caviar ») et qui fut pourtant le principal démolisseur des dogmes libéraux en économie, John Maynard Keynes. L'usage du slogan dispense de la réflexion et revient à mettre sur même plan, sans même prendre le temps d'une démonstration, un programme nationaliste xénophobe et un programme social libéral.

> Le mouvement ouvrier a connu ces périodes de simplification sociologique à outrance. C'était d'abord aux temps de l'affaire Dreyfus, quand une partie des socialistes de l'époque, bientôt réfutés par Jaurès, soutenaient que le cas Dreyfus était « *une affaire interne à la bourgeoisie* ». C'était encore le cas dans les années 20, quand le jeune Parti communiste défendait la tactique « classe contre classe », qui refusait de choisir entre la droite réactionnaire et « *les ours savants de la social-démocratie* » sur lesquels il fallait « *faire feu* », selon la formule d'Aragon dans un célèbre poème. Avant que le PC ne se rende compte du danger représenté par les ligues d'extrême droite et décide de s'unir aux « sociaux-démocrates » honnis, ce qui conduisit à la victoire du Front populaire. Macron n'est certainement pas Blum et nul Front populaire ne pointe à l'horizon. Mais il est, ici et maintenant, le seul rempart aux héritiers des Ligues d'avant-guerre.

#### Et aussi

> [L'affaire du plagiat de Marine Le Pen est particulièrement farce](#). Le speechwriter de la cheffe frontiste a de toute évidence commis une bêtise en reprenant telles quelles les phrases de Paul-Marie Coûteaux, intellectuel souverainiste, incluses il a deux semaines dans un discours de François Fillon, pour un emprunt de plusieurs feuillets de texte. Les frontistes plaident le « *clin d'œil* » aux électeurs de Fillon, tu parles ! Si tel était le cas, Marine Le Pen aurait cité Fillon, ce qui aurait rendu ce « *clin d'œil* » beaucoup plus efficace. Le speechwriter a platement copié, voilà tout. Pas sérieux.

> [Le flou entretenu par Marine Le Pen sur l'euro](#) traduit en fait une reculade. Auparavant prévue au bout de six mois, la restitution de sa « *souveraineté monétaire* » à la France pourrait prendre des années. Elle est pourtant [au cœur du financement du programme frontiste](#). Autrement dit, si l'on est cohérent, ce programme ne pourra s'appliquer avant longtemps. A une semaine du second tour, la candidate à l'Élysée modifie substantiellement la mesure phare de son projet, qui fait peur à une partie de l'électorat. Un peu politicien, non ?

> Yanis Varoufakis, ancien ministre d'Alexis Tsipras, économiste reconnu et procureur virulent de « la finance », appelle à voter Macron. Il invoque l'action du conseiller de Hollande en faveur du sauvetage de la Grèce. Encore un agent de la banque... LAURENT JOFFRIN

#### Le CESE préconise un revenu minimum social garanti à destination des personnes précaires

AVR262017 Thème: %1 Ressources [Sources Le Cese](#)

Le projet d'avis sur le revenu minimum social garanti, réalisé sur une saisine du président de l'Assemblée nationale, rapporté par Marie-Aleth Grard (groupe des personnalités qualifiées – ATD Quart-Monde) et Martine Vignau (groupe UNSA) pour la commission temporaire présidée par Alain Cordesse (groupe des entreprises) a été adopté de l'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental, mardi 25 avril 2017, à une très large majorité.

#### Qu'en est-il exactement ?

Le Conseil économique, social et environnemental propose la mise en œuvre d'un revenu minimum social garanti à destination des personnes en situation de précarité économique et sociale.

Dans la continuité de la résolution « 1987-2017 : poursuivre résolument la lutte contre la grande pauvreté » adoptée le 14 février dernier, le CESE entend encourager et éclairer les réflexions sur la nécessaire évolution de l'architecture française des minima sociaux.

En s'appuyant sur le constat des limites du système d'accès aux aides existant et de la persistance d'un taux de pauvreté élevé dans notre pays, le CESE propose la mise en œuvre d'un revenu-socle, dont la vocation est d'être :

- **social** pour donner aux personnes en difficulté, sous conditions de ressources, les moyens d'une existence décente, avec une préconisation à 600 euros dès 2018 ;
- **garanti** car la stabilité dans le temps des versements est un élément de sécurité essentiel pour les personnes concernées ;

- **simple** avec notamment sa substitution à tous les minima sociaux actuels (à l'exception de l'ADA et partiellement de l'AAH et de l'ASPA), pour remédier à un taux de non-recours élevé (35 % pour le RSA) mais aussi accroître sa lisibilité et favoriser son acceptabilité par la société ;
- **émancipateur**, en soutenant les bénéficiaires par une démarche d'accompagnement vers l'emploi ;
- **digne** en cherchant à atténuer les effets « pervers » pour les bénéficiaires, tels qu'un sentiment de dépendance accrue, des risques d'intrusions dans la vie personnelle ou la relative incompatibilité avec les solidarités familiales et sociales.

Le CESE formule 25 préconisations, qui touchent aux principes du nouveau système (objectifs, montant du revenu, philosophie de l'accompagnement par les agents de l'État etc.), à la méthodologie (un revenu attaché à la personne, indexé sur le revenu médian, l'harmonisation des bases ressources, la dématérialisation, l'automatisation des versements...) mais aussi aux mesures pour assurer son acceptabilité aux yeux de tous (communication sur la réalité des chiffres et sur la lutte contre la fraude, par exemple).

Le CESE formule également des préconisations adaptées à des populations aux spécificités propres (personnes âgées, handicapées ou demandeurs d'asile).

Il identifie l'accompagnement et l'insertion des jeunes dans l'emploi comme une priorité : il préconise l'attribution du revenu minimum social garanti, dès l'âge de 18 ans, aux jeunes qui ne travaillent pas, n'étudient pas, ni ne suivent de formation et sont privés de soutien parental assorti d'un accompagnement dans la formation menant à l'emploi.

**Lettre ouverte à Emmanuel Macron**

par [Claude Emmanuel Triomphe](#) - 01 Mai 2017

Camarade,

**Bon je sais que ce n'est pas ton vocabulaire préféré... je le fais un peu exprès, je l'admets, ça doit tenir à ma nature rebelle, pour ne pas dire insoumise ! Depuis que tu t'es lancé en politique je t'ai suivi avec beaucoup d'intérêt. Sans forcément toujours adhérer, loin s'en faut. D'ailleurs ça a commencé avec tes fameux cars : moi j'ai toujours été un fan de trains. Même quand ils sont en retard, même quand ils sont en grève (et ça fait beaucoup en cumulé !).**

J'ai apprécié par contre très vite la manière dont tu t'es adressé aux jeunes des quartiers, ce côté va falloir se retrousser les manches, cette volonté de décorseter nombre de métiers. Je dis respect lorsque tu vas au charbon même quand ce n'est pas pour aller dans le sens du poil de ton auditoire : on l'a vu l'autre jour avec les salariés de Whirlpool. Quand Véronique s'est adressée en octobre 2015 à la grande conférence sociale pour porter la parole des 18-30 ans qui avaient, avec ASTREES, dessiné le travail de demain, tu as été le seul à avoir demandé son texte et à l'avoir fait circuler à tous les membres de ton cabinet. Je veux croire que ce geste n'était pas calculé (même si je ne suis pas sûr que Véronique soit en marche !). Ancien inspecteur du travail, je n'ai rien contre la refonte du code du travail, qui me semble nécessaire, ni contre celle d'un dialogue social absolument indispensable, mais parfois ankylosé et dont ni les résultats ni les procédures ne peuvent nous satisfaire. J'ai même accepté de plancher devant l'un de tes comités locaux, à qui j'ai rappelé au passage que nulle part en Europe les réformes du marché du travail n'avaient créé d'emplois (ce qui ne veut pas dire qu'elles ne soient pas utiles à l'amélioration de la vie des travailleurs comme de celle des entrepreneurs). Ce serait d'ailleurs bien que tu te mettes ça dans la tête. Ça t'évitera à l'avenir les déboires qu'a connus ton pote Valls qui a cru bon de vendre la loi Travail au nom de la création d'emploi. Avec le succès que l'on sait. Je crois comme toi qu'il y a une place pour des majorités de projets dépassant des clivages qui tiennent bien trop souvent à des postures plus qu'à de vraies divergences. Et merci de croire aussi fort en l'Europe, quand celle-ci traverse une crise aussi forte (ça ne devrait pas t'empêcher de vouloir la refonder par ailleurs).

Mais depuis 10 jours tu m'inquiètes. Y a pas que la Rotonde. Y a aussi ces mots, ce ton, beaucoup trop techno pour atteindre trop de gens qui souffrent dans notre pays. Il y a ton incapacité, non pas à te joindre au populisme - merci de l'avoir évité -, mais à parler au peuple, ce qui n'est pas du tout la même chose. Autour de moi, les plus jeunes ont voté massivement pour un changement en profondeur, pour une économie plus sociale et plus solidaire, pour une république plus citoyenne, un monde plus soutenable. Ils se sentent et se veulent insoumis. Et je ne parle pas de toutes celles et ceux, victimes des restructurations industrielles, sujet qui m'a tenu à cœur pendant près de 30 ans, et qui pour beaucoup rejoignent Marine, en désespoir de cause. Qu'as-tu à leur dire ?

Va falloir que tu te réveilles, camarade. Le 7 mai c'est tout sauf gagné. Il ne suffit pas de faire peur avec Marine. Je ne te demande pas de te renier, mais d'entendre, de comprendre et de faire ce que tu as su faire : susciter l'espoir. Ne te contente plus de marcher : cours, vole !

### **Pour une économie compréhensible par tous**

Par Pascal Le Merrer | 02/05/2017, 15:50 | 892 mots

Cerino / ADE) Tout citoyen se sent dans son élément lorsqu'il s'agit de parler de l'économie du quotidien, mais il en va différemment quand il faut décrypter les raisonnements économiques des experts expliquant ce qu'il faut entreprendre pour lutter contre le chômage, restaurer la compétitivité de l'économie française ou réduire la dette publique. Dès lors, comment et par quels outils est-il possible de faire aimer l'économie au plus grand nombre lorsque celle-ci devient un peu plus technique ? L'économiste Pascal Le Merrer, fondateur des Journées de l'économie, donne des éléments de réponse.

Chaque français a sa représentation des sujets économiques à partir de son expérience, de son environnement, des informations qu'il interprète. Il faut cesser de croire que le problème quand on veut introduire des réformes ce serait l'ignorance des citoyens. Il y a une économie du quotidien que l'on ne peut ignorer, celle qui va des formes les plus traditionnelles que l'on pourrait appeler celle des boutiques et des marchés, pour passer par des initiatives locales où les consommateurs sont devenus des commerçants avec la généralisation des brocantes et vides greniers et enfin, plus récemment, avec internet et la multiplication des plateformes d'échange où l'individu s'est affranchi des contraintes spatiales. D'ailleurs, c'est avec des noms qui fleurent bon un monde idéal que ces plateformes comme le Bon coin, Yakasaid, Digitroc, Blablacar, Alibaba... jouent sur l'imbrication entre logique marchande, démarche collaborative et activité domestique.

Cette économie des individus touche aussi le travail, c'est ce que l'on appelle l'ubérisation de l'économie. Il n'y a que l'espace de la finance qui semble résister malgré les initiatives de la microfinance. Ce n'est pas un hasard, les sujets qui concernent la monnaie, la banque, la finance sont généralement considérés comme techniques et donc réservés à des professionnels.

### **Risque d'immobilisme**

Chacun se sent plus ou moins dans son élément quand on s'intéresse à cette économie du quotidien, mais il en va différemment quand il faut décrypter les raisonnements économiques des experts qui nous expliquent ce qu'il faut faire pour lutter contre le chômage, pour restaurer la compétitivité de l'économie française ou pour réduire la dette publique.

Cela fonctionne un peu comme s'il y avait une opposition entre économie des individus et économie d'une élite, ce qui peut rapidement créer un déficit démocratique. En effet, si les citoyens réagissent en pensant que les raisonnements économiques servent à habiller les intérêts des dirigeants politiques et économiques, ou que les discours économiques sont obscurs et sans intérêts puisqu'alimentés par des débats permanents entre des experts qui ne sont jamais d'accord ; alors, il n'y a qu'un pas qui

conduit à penser que notre économie fonctionnerait beaucoup mieux si elle reposait sur le bon sens de chacun qui agirait selon son expérience et ses intuitions.

Cette situation n'est pas seulement dommageable pour le bon fonctionnement de la démocratie, elle est aussi coûteuse pour tous les individus qui perçoivent leur environnement économique comme incompréhensible, voire hostile, ce qui incite à une situation de repli où l'on repousse les décisions dans un futur indéterminé. Le risque est celui de l'immobilisme, tandis qu'une partie de la population, mieux informée fait des choix d'éducation, de lieu de résidence, de réseau professionnel qui produit un véritable dualisme dans la société.

### **Partir de l'économie du quotidien**

Alors que peut-on faire ? Certainement partir de l'économie du quotidien pour introduire les raisonnements utiles à chacun, favoriser une information économique compréhensible, insister sur ce que nous enseignent les données, montrer qu'au-delà des débats une partie des savoirs sont robustes, partir d'exemples sur les résultats contre-intuitifs que génèrent une mesure ou un changement de contexte. Prenons le cas d'un phénomène majeur qui devrait nous intriguer : pendant tout le XXe siècle, nous avons assisté au remplacement partiel du travail domestique, qui se faisait souvent au sein de la famille par de l'emploi marchand avec le développement de la "société de consommation".

Aujourd'hui, nous sommes dans une dynamique inverse, les agents économiques privés font de plus en plus d'opérations sur internet qui viennent remplacer les activités des professionnels (agence bancaire, agence de voyage...). Ils se substituent aux caissières de la grande distribution lorsqu'ils scannent directement leurs produits, aux taxis quand ils font du covoiturage. Nous voyons aussi se développer des entités qui regroupent des communautés comme les fab labs. C'est une partie de l'emploi salarié qui est en train de fondre. On a déjà vu disparaître 800 000 emplois dans l'industrie en 15 ans.

Si maintenant un phénomène d'érosion touche les services, il est temps de permettre à chacun d'avoir tous les éléments de compréhension afin de comprendre la situation et les futurs possibles.

### **Des outils de compréhension**

Pour cela, nous n'avons jamais disposé d'autant d'outils pour informer et expliquer. D'abord avec internet : portails pédagogiques, blogs, Mooc, etc. Ensuite, avec les experts qui prennent conscience qu'il faut expliquer et dialoguer avec les citoyens, là encore les initiatives se multiplient, les Journées de l'économie participent de cette démarche.

Enfin, nous voyons fleurir des actions sur les territoires qui relèvent de l'économie sociale et solidaire, de l'économie circulaire, de l'économie collaborative, de l'économie verte, mais aussi de nouvelles formes d'organisation des entreprises qui coopèrent pour favoriser l'innovation tout en étant en concurrence pour conquérir de nouveaux marchés...

Toutes ces démarches génèrent une relation aux enjeux économiques qui devrait être mieux partagée par les citoyens et qui pourrait aider à ne pas laisser une partie des territoires en marge de cette dynamique.

### **Marine Le Pen affirme défendre le droit des femmes ... vraiment ?**

Depuis le début de la campagne, Marine le Pen semble avoir un nouveau combat... le droit des femmes ! "Est-ce que je suis pour qu'elles soient traitées de manière égale avec les hommes ? Oui, en tous domaines, en toutes circonstances, quel que soit le sujet", disait Marine le Pen le 16 octobre 2016

#### **Marine le Pen, féministe. Vraiment ?**

Un des derniers tracts de Marine le Pen, nous aurions pu le trouver dans un kiosque à journaux à côté d'autres magazines féminins, tant elle y reprend tous les codes. 4 pages, et une cible : les femmes ! Dans ce prospectus, le mot le plus cité est : femme. Il revient 20 fois. Marine le Pen dit vouloir défendre les femmes françaises. Alors, comment Marine le Pen défend les femmes au parlement européen, où elle est élue ?

Depuis que la candidate à l'élection présidentielle est députée, l'union européenne a présenté 59 textes sur la cause des femmes. Par exemple, sur l'émancipation à l'ère du numérique pour plus d'égalité, notamment sur les salaires. Qu'a voté Marine le Pen ? Contre ! Pour l'égalité dans le monde scientifique, l'Europe propose que les femmes accèdent plus facilement aux postes à responsabilité. Marine le Pen a encore voté contre.

Combien de fois Marine le Pen a-t-elle voté en faveur de ces 59 textes ? Seulement 3 fois. Elle s'est prononcée contre 17 fois et s'est abstenue 7 fois. Et pour 32 de ces propositions, elle était absente.

Nous avons sollicité Marine le Pen. Elle a refusé de nous répondre, alors nous sommes allés la voir pendant un de ses déplacements : "Au parlement européen, l'intégralité des lois qui défendent les droits des femmes sont en réalité sont truffés de mesures pour aider les migrants et donc nous y sommes opposés", se justifie Marine le Pen. Dans plusieurs textes, c'est vrai. Sur 59, 43 contiennent le mot migrante. Dans le texte pour l'éducation des jeunes filles, voici une des propositions : "Soutenir activement l'enseignement de la langue du pays d'accueil aux femmes migrantes". Mais dans 14 textes, on a cherché et ... rien sur les migrantes. Alors, nous sommes retourné voir la candidate mais nous n'aurons pas de réponse.

#### **Marine le Pen, peut-être première femme présidente, qu'en pensent ceux qui défendent la cause féministe ?**

L'association Les Glorieuses a comparé tous les prétendants à l'Elysée. Leurs votes, leurs décisions, leurs actions en faveur des femmes. Qui a le moins fait avancer le droit des femmes, voire fait reculer le droit des femmes ? "C'est clairement Marine le Pen. C'est vraiment paradoxal, parce que c'est une femme, une jeune femme. Ce qu'on voit, c'est qu'elle a voté presque systématiquement contre toutes les lois qui pouvaient faire avancer la condition des femmes en Europe", se désole Rebecca Amsellem, présidente des Glorieuses. Dans le programme de Marine le Pen, sur 144 engagements, le droit des femmes tient en trois lignes. Quand Marine le Pen se présente en garante de leur droits, elle ferait peut-être mieux de s'abstenir.

### **Qu'est-ce que le libéralisme égalitaire ? Comprendre la philosophie de Macron**

1 mai 2017, 22:26 CEST

Associate Professor of Political Sciences, Université Paris Descartes – USPC

#### **Déclaration d'intérêts**

Speranta Dumitru ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Loin d'être un amas d'idées de droite et de gauche, le programme de Macron relève d'un courant de pensée cohérent connu sous le nom de « libéralisme égalitaire ».

On oublie souvent qu'Emmanuel Macron a été philosophe avant d'être fonctionnaire d'État, banquier et ministre. Son travail d'édition philosophique lui a valu, il y a 17 ans, les remerciements de Paul Ricoeur dans la préface de *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, un livre particulièrement dense.



Macron Ricoeur.

Aujourd'hui, le programme du candidat Macron est inspiré par deux autres philosophes, John Rawls (1921-2002) et Amartya Sen (né en 1933). Le premier est considéré comme le [plus important](#) philosophe politique du XX<sup>e</sup> siècle, le second a reçu le Prix Nobel d'Économie en [1998](#).

### Combattre l'inégalité des chances

Le libéralisme égalitaire est d'abord une philosophie de l'égalité des chances. Son idée principale est que dans une société juste toute personne doit avoir la chance de réaliser ses projets sans que des inégalités héritées de naissance ou issues des accidents l'en empêchent. Cette idée semble inspirer le premier slogan de Macron : « La France doit être une chance pour tous ». Elle est aussi illustrée par l'un des clips de la campagne présentant [Charles Rozoy](#) qui, après un accident, est devenu champion paralympique en 2012.

Le libéralisme égalitaire est un courant qui combine la liberté et l'égalité dans une théorie cohérente de la justice sociale. Son représentant le plus connu, [John Rawls](#), considère dans son livre, *Théorie de la justice*, qu'une société juste doit réaliser les deux principes suivants :

1. Accroître les libertés de base égales pour tous ;
2. Limiter les inégalités économiques de façon à améliorer : (a) l'égalité équitable des chances ; (b) la situation des plus désavantagés .

Quiconque a lu Rawls sera étonné de découvrir que l'exposé de ses deux principes a structuré, dans ce même ordre, le [discours de Lyon](#), que Macron a prononcé le 4 février 2017. Il y a défendu (1) « les libertés de base » en considérant la laïcité comme une [liberté de conscience](#) compatible avec la liberté des autres ; la liberté de travailler, d'entreprendre et d'innover ; la [liberté d'association](#). Puis, il a insisté sur (2a) l'égalité des chances qu'il veut équitable par un investissement dans l'éducation des enfants en ZEP (en divisant par deux la taille des classes) et des adultes (en développant la formation continue), ainsi que par la [parité](#) et des mesures [antidiscriminatoires](#) dans les entreprises.

Dans son programme, la priorité accordée (2b) à la situation des plus désavantagés se traduit dans l'augmentation des minima sociaux ([l'allocation vieillesse](#) et [adulte handicapé](#)) et les mesures pour les [sans-abri](#).

De façon générale, la création d'un [système universel des retraites](#) et d'une [assurance chômage universelle](#) opère une profonde égalisation des statuts.

### Liberté ou égalité ? Capabilités, mon capitaine !

Le libéralisme égalitaire est une théorie [féconde](#), dotée de nombreuses [applications](#). L'un des débats qu'il a suscités concerne le *type d'égalité* qui devrait nous préoccuper : faut-il chercher à égaliser les *ressources*, en laissant les gens libres d'en faire l'usage qu'ils souhaitent ? Ou faut-il égaliser le niveau de *bien-être* ou de satisfaction, même si cela implique une inégalité des ressources ?

C'est en cherchant à répondre à ces questions qu'[Amartya Sen](#) a élaboré l'approche dite « des capabilités ». Selon lui, ce qu'il faut égaliser est la « capacité » des gens à choisir et à combiner différentes actions pour réaliser leurs projets. Dans cette perspective, la redistribution des ressources n'est qu'un moyen parmi d'autres. Ce qui compte en matière de justice sociale est de choisir les politiques qui élargissent les possibilités d'action. Autrement dit, la liberté de tout un chacun.

L'idée que la pauvreté est une privation de liberté ne va pas de soi. On peut la comprendre en comparant, comme le fait Amartya Sen, la situation de deux personnes : l'une qui jeûne et l'autre malnutrie. Du point de vue des ressources et du mal-être, les deux se retrouvent dans une situation identique. Mais ce qui fait la différence est que l'une a choisi de ne pas manger et l'autre n'a pas eu le choix. L'idée d'Amartya Sen est que comparer les possibilités d'action dont disposent les individus, leurs « capabilités », constitue une meilleure façon de comprendre les inégalités que comparer leur niveau de ressources ou de satisfaction.

L'approche des capabilités a inspiré l'[Indice du développement humain](#) (IDH) mis en place en 1990 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour mesurer les progrès des pays en matière de lutte contre la pauvreté. Cette institutionnalisation a consacré une philosophie du développement centrée sur la personne humaine et son autonomie, au détriment d'une vision marxiste, centrée sur les structures économiques et la satisfaction des besoins premiers. Le programme de Macron semble s'en inspirer lorsqu'il affirme que la lutte contre la pauvreté ne vise pas seulement à assurer la subsistance, mais à permettre l'[autonomie](#), à augmenter la capacité de « faire ».

L'égalité des capabilités est une constante dans les discours de Macron et cela peut être mesuré grâce à l'outil d'analyse statistique des discours mis au point par les chercheurs de l'Université Côte d'Azur. Cet outil permet non seulement de montrer que parmi les cinq candidats du premier tour, Macron est celui qui [utilise le plus le mot « égalité »](#). Ce classement est confirmé par un autre [moteur de recherche](#).

Cet outil fournit également le diagramme des thèmes associés au mot « égalité ». Le thème des « capacités » y figure au premier plan et l'usage qu'en fait Macron est celui de l'approche des capabilités. Par exemple, dans le [discours de Toulon](#), le 22 février, Macron critique un libéralisme sans égalité des capabilités :

« Défend-on la liberté vraiment lorsque certains n'ont pas droit à la liberté, lorsque certains n'ont pas – alors qu'ils ont envie – des capacités, dans nos quartiers, dans la ruralité, de "faire" ? »

### Vers un « consensus par recoupement » ?

Dans son ouvrage sur le *Libéralisme politique*, Rawls soutenait que son libéralisme égalitaire pouvait faire l'objet d'un « consensus par recoupement ». Sa conviction était que dans une société qui respecte le pluralisme des doctrines opposées peuvent se *recouper* sur des principes essentiels, tout en gardant leur spécificité.

Difficile de ne pas voir des similitudes avec la conviction de Macron que des gens de gauche, du centre et de droite peuvent adhérer à des principes fondamentaux, sans renoncer à leurs différences. Seulement, Rawls prévenait qu'un tel consensus s'obtient par une délibération sobre, menée dans le cadre de la raison publique.

### La victoire de Marine Le Pen fait partie du projet djihadiste, par Gilles Kepel

Propos recueillis par [Hervé Nathan](#)

Publié le 02/05/2017 à 12:53

Pour le chercheur spécialiste du djihadisme Gilles Kepel, les inspireurs des attentats de l'EI en France ont sciemment cherché à faire croître le vote pour l'extrême droite dans une stratégie de guerre civile religieuse.

**Marianne : Vos travaux mettent au jour le projet djihadiste, à savoir tenter de fracturer les sociétés européennes, de provoquer la séparation puis l'affrontement entre les musulmans et les autres citoyens. Avez-vous pu constater dans la campagne électorale la réalisation « politique » de ce projet ?**

**Gilles Kepel :** Le projet explicite des djihadistes, tel qu'on peut le constater en consultant leurs sites et leurs tchats, consiste à favoriser la victoire de l'extrême droite, afin de convaincre les musulmans que la France est un pays raciste, que l'intégration est une impasse et qu'il leur faut se rassembler derrière les plus radicaux d'entre eux.

L'intention est clairement indiquée dès 2005 dans le manifeste d'Abou Moussab al Sourî, *Appel à la Résistance Islamique Globale*. On peut y trouver l'inspiration des attentats de Montauban et Toulouse, jusqu'à Paris et Nice, qui prévoit plusieurs étapes dans la montée d'une guerre civile sur une base politico-religieuse, dont celle de faire croître exponentiellement le vote d'extrême droite par des attentats de masse conçus comme des provocations destinées à fracturer la société. Dans cette perspective, les élections présidentielle et législatives de 2017 apparaissaient pour l'Etat islamique comme l'occasion de prendre le débat politique en otage.

"Les élections de 2017 apparaissaient pour l'Etat islamique comme l'occasion de prendre le débat politique en otage"

**Jusqu'à présent, ce n'est pas un succès ?**

Si les attentats avaient continué sur le rythme de 2015 et 2016, avec un nombre de victimes civiles jamais vu depuis 1944, on peut parier que Marine Le Pen serait arrivée en tête du premier tour ! Rappelons-nous comment, juste après l'assassinat du policier Xavier Jugelé sur les Champs-Élysées, on s'interrogeait [sur le report possible de voix sur une candidate](#) qui affichait le programme le plus ultra contre le terrorisme. Mais si cela ne s'est pas produit en effet, c'est parce que l'EI a été soumis à une offensive militaire au Moyen Orient qui a eu pour effet de bloquer ses frontières, d'empêcher la circulation de ses agents vers l'Europe. De plus, le principal coordinateur des attentats, le rappeur Roanais-Oranais Rachid Kassim a été tué par une frappe de drone sur le territoire du « califat » d'où il agissait, en février dernier. Dans son testament, il critique d'ailleurs le leadership de l'Etat islamique qui n'investirait plus assez dans le terrorisme en Europe.

La dernière opération d'envergure, avec la tentative par deux femmes de faire sauter une voiture piégée près de la cathédrale Notre-Dame de Paris, suivie d'un poignardage contre un policier, a échoué le 4 septembre 2016. Depuis, l'investissement dans les technologies informatiques et la coopération avec les services américains ont permis de casser les codes des messageries électroniques, entraînant de nombreuses arrestations préventives. La France est redevenue, comme dans les années 1995-2012, un territoire où l'action des djihadistes est plus difficile qu'ailleurs. D'où la multiplication des actions en Allemagne, qui doit faire face à l'afflux de réfugiés venus du Moyen Orient, où l'action policière est moins coordonnée, et qui fait face à une montée, dans les sondages, de l'extrême droite sous la forme de l'AFD.

"La France est redevenue, comme dans les années 1995-2012, un territoire où l'action des djihadistes est plus difficile qu'ailleurs"

**Pour en revenir à la fracture, dans la campagne présidentielle, ne voit-on pas se constituer un bloc identitaire, composé de catholiques revendiqués (vote Fillon), d'anti-immigrés « culturels » (vote Le Pen), face à des candidats flirtant avec le communautarisme au nom du multiculturalisme comme Benoît Hamon ou Philippe Poutou ?**

C'est plus complexe que cela. En 2013, les conservateurs religieux de Sens commun et ceux de la Manif pour tous avaient bénéficié d'un soutien de la part des associations islamistes, très virulentes à l'encontre du mariage des homosexuels, alors que 90% des électeurs se déclarant musulman avaient voté pour François Hollande en 2012. Le sondage IFOP publié par l'hebdomadaire [Le Pèlerin](#) à la suite du premier tour de la présidentielle constate que 10% des électeurs se déclarant musulman ont voté Fillon et 5% Le Pen ; 24% Macron ; 17% Hamon ; 37% Mélenchon. Il y a donc une fragmentation du vote, et un fort « survote » pour Mélenchon et Hamon, mais du soutien pour Fillon et Le Pen quand même – par rapport aux résultats globaux du scrutin. En revanche on constate un enclavement croissant des quartiers populaires, du fait de la forte pression sociale qu'y exercent des salafistes cherchant à asseoir leur hégémonie par des codes culturels ou vestimentaires, corrélé par le chômage massif des jeunes et la prévalence des trafics. L'enjeu pourrait se révéler important lors des élections législatives, qui se dérouleront en juin, en plein ramadan. Marwan Muhamad, leader du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a d'ores et déjà annoncé qu'il délivrerait des labels « islamophobe », « moins islamophobe » aux candidats, pour orienter les votes des musulmans. Il n'est pas sûr que l'opération réussisse, mais cela démontre qu'il y a bien des acteurs qui cherchent à constituer une clôture communautariste. De son côté, Marine Le Pen cherche à se placer comme la représentante d'un peuple essentiellement atavique.

De son côté, Jean-Luc Mélenchon n'a pas de référence communautariste, cela provient probablement de son éducation trotskiste, certes lointaine. Je n'en dirais pas autant de Benoît Hamon, élu de Trappes dans les Yvelines, qui s'est montré plus proche du multiculturalisme. Enfin, j'estime que la candidature d'Emmanuel Macron a pour objectif de dépasser cette fracture entre identitaires et communautaristes.

**Vous critiquez les hommes politiques à qui vous reprochez de sauter comme des cabris en criant « laïcité ». Certes, mais que faire alors que nous n'avons aucun autre contrat sociétal possible ?**

Ce que je veux dire, c'est on ne peut pas présenter la laïcité comme le fondement de la société. C'est plutôt son pinacle, son achèvement. Elle conclut une œuvre collective, elle ne la précède pas. La laïcité ne retrouvera son sens que lorsque les promesses républicaines seront tenues, en permettant notamment aux jeunes des quartiers populaires, où le taux de chômage atteint 40%, d'accéder aux savoirs et par là au marché du travail de notre société post-industrielle et digitale, leur donnant la possibilité de se définir et de se construire eux-mêmes, en échappant ainsi à la rétraction sur les identités particulières. C'est pourquoi j'estime qu'une réforme profonde de l'éducation devrait être la priorité du prochain quinquennat.

Gilles Kepel est professeur à Sciences-Po Paris, auteur de *la Fracture* (Gallimard 2016) et vient de publier *la Laïcité contre la fracture* ? (Privat, 2017)

**Le Front national Est-ce un parti fasciste, populiste, nationaliste, poujadiste ou d'extrême droite ?**

Comment qualifier le Front national qui progresse en France d'année en année, d'élection en élection ? Profitant du champ laissé libre par l'effondrement de l'idéologie communiste, le Front national a pu prospérer dans une société devenue inégalitaire et désagrégée par le capitalisme sauvage et l'ultralibéralisme.

1. [Front national et fascisme](#)
2. [Front national et populisme](#)
3. [Front national et nationalisme](#)
4. [Front national et poujadisme](#)
5. [Front national et extrême droite](#)

**1 - Front national et fascisme**

En 2011, Jean-Luc Mélenchon avait associé le qualificatif de "fasciste" à Marine Le Pen, alors candidate à l'élection présidentielle de 2012. Cette dernière ayant porté plainte contre le président du Front de Gauche pour injure publique a été déboutée en dernière instance le 28

février 2017 par la Cour de cassation, qui, si elle reconnaît le terme "fasciste" comme "outrageant", considère que, ces propos "ne dépassaient pas les limites admissibles de la liberté d'expression" dans le cadre d'un débat politique.

Le Front national présente de fortes similitudes avec les mouvements fascistes des années 1930 :

1. La **primauté à la nation**, la revendication du patriotisme,
2. L'**ordre** :
  - Le rassemblement derrière un **homme providentiel**, incarné par le clan Le Pen : le père, la fille, la petite-fille,
  - La **famille**, cellule élémentaire de l'ordre social,
  - La **religion** (référence au christianisme) qui apporte l'ordre spirituel,
  - L'**ordre moral**, bouclier contre le dérèglement des mœurs, l'irrespect des autres et des hiérarchies.
3. Un **Etat fort** censé protéger l'individu :
  - La priorité à la **sécurité** (police, armée, fermeté dans l'arsenal judiciaire).
  - Sur le plan économique, la **remise en question du libre-échange** et une forte régulation par l'Etat.
  - Sur le plan social, des **emprunts à gauche**, des promesses sur les retraites, la sécurité sociale, et les allocations familiales et du chômage, mais sans remettre en cause l'ordre social inégalitaire déjà établi.
4. La **méfiance envers les étrangers** : Le péril migratoire. L'immigration est considérée comme le problème majeur de la France et les immigrés uniquement comme des charges.

Le fascisme italien était une réponse à la menace que représentait le mouvement ouvrier organisé autour du parti communiste, des socialistes et des syndicats. Aujourd'hui, cette menace n'existe plus. Après la chute de l'URSS et avec la désindustrialisation, le mouvement ouvrier est devenu atone. Le Front national se pose désormais en défenseur de la classe populaire et des oubliés de la mondialisation, mais c'est par pur opportunisme, dans le but de conquérir le pouvoir par les urnes.

## 2 - Front national et populisme

Le Front national répond à la plupart des caractéristiques d'un mouvement populiste :

1. La **référence au peuple pour l'opposer aux élites**, aux intellectuels, au système politique actuel qui serait "corrompu" et accusé d'accaparer le pouvoir au détriment du plus grand nombre. Pour séduire le peuple, on l'alimente de préjugés diffusés au moyen de véritables "brèves de comptoir", avec l'amplification d'Internet et des réseaux sociaux. Le slogan de la campagne présidentielle 2017 : "**Au nom du peuple**" qui présente sa candidate en lien direct avec le peuple, en s'affranchissant des corps intermédiaires.
2. La **critique de la démocratie représentative** qui fonctionne mal. Il faut "rendre le pouvoir au peuple".
3. Des **promesses électorales** et financièrement irréalistes.
4. La **sollicitation des "bas instincts"** de l'être humain comme le nationalisme, la xénophobie, voire le racisme.
5. L'**exacerbation des réflexes sécuritaires** en suscitant la peur.

Cependant, il y a des limites à cette vision populiste du Front national. Ce parti ne veut pas remplacer les castes au pouvoir et les élites par le peuple, mais par une autre caste, la sienne. Il ne veut pas rassembler le peuple, mais, au contraire, d'une partie de celui-ci il fait ses boucs-émissaires comme les immigrés et ceux qui "profitent du système" en touchant le RSA sans travailler.

## 3 - Front national et nationalisme

Comme son nom l'indique clairement, le nationalisme est l'un des piliers du Front national. Le FN se qualifie lui-même de "*parti patriote*". C'est un parti nationaliste qui glorifie le mythe de la nation. Marine Le Pen a même accepté le qualificatif de "*nationaliste-populiste*".

Ce nationalisme se manifeste principalement autour de deux thèmes, de deux **boucs-émissaires extérieurs** qui seraient la cause de tous les problèmes que rencontre la société française :

1. L'**immigration** rendue responsable du chômage, des déficits et de l'insécurité. Elle est présentée comme une menace pour l'identité nationale. En conséquence et logiquement le FN entend donner la priorité aux français : "*la priorité nationale*".
2. L'**Union européenne** et l'**euro** considérés comme sources de contraintes et responsables de la perte d'une indépendance qu'il faudrait reconquérir.

Il en résulte des positions [souverainistes](#) et [protectionnistes](#).

## 4 - Front national et poujadisme

Laissons de côté le fait que Jean-Marie Le Pen ait été député poujadiste en 1956. Plus de soixante ans après, le Front national, gardant l'empreinte de son fondateur, possède la plupart des caractéristiques du poujadisme (certaines ont déjà été évoquées plus haut) : Le rejet de la construction européenne,

1. Le nationalisme,
2. La critique du parlementarisme,
3. La volonté de dépasser le clivage gauche / droite,
4. La condamnation du système fiscal et des contributions fiscales qui oppressent les commerçants et les professions libérales.

## 5 - Front national et extrême droite

La plupart des éditorialistes et des observateurs considèrent que le Front national est un parti d'extrême droite. Marine Le Pen, qui fait tout pour diaboliser le parti afin de séduire le vote populaire, refuse catégoriquement ce qualificatif.

Pourtant le FN présente plusieurs des caractéristiques d'un parti d'extrême droite, caractéristiques plus ou moins marquées du fait d'une communication qui s'évertue à être plus policée.

1. Le **nationalisme** : Cf. plus haut,
2. Le **traditionalisme** : les racines chrétiennes de la France, Clovis, Jeanne d'Arc, l'opposition au mariage pour tous, la suppression du remboursement de l'IVG, etc.
3. L'**opposition radicale aux politiques libérales ou socialistes** : respectivement représentées par Les Républicains et le PS. Repli de la France sur-elle-même, à l'abri de ses frontières.
4. L'**autoritarisme** : volonté de renforcer l'autorité de l'Etat avec une cure de nationalisme. Donner davantage de moyens à la police et à l'armée. La "présomption de légitime défense" pour les policiers. Pour diaboliser le FN, Marine Le Pen a été amenée à écarter les éléments les plus autoritaires de son parti, à commencer par son propre père ainsi que les groupuscules les plus extrémistes.
5. L'**hostilité aux principes démocratiques**. Cette hostilité est tempérée par la diabolisation en cours, mais les parlementaires sont critiqués pour leur non représentativité, avec pour objectif d'en réduire le nombre. Quant au FN, il fonctionne comme une monarchie dirigée par une dynastie, celle des Les Pen.
6. La **xénophobie**, pouvant aller jusqu'au racisme. L'immigration, surtout africaine et maghrébine, mais aussi intra européenne, est considérée comme le problème majeur de la France. Une partie de l'électorat du FN, notamment dans le sud de la France, affiche (hors micros) une véritable nostalgie du "temps béni des colonies".

7. La **dénonciation de conspirations** (franc-maçonnerie, "lobby juif, etc.). Le parti de Marine Le Pen dénonce le complot de la justice qui serait "en guerre contre le FN", le complot des médias, des syndicats, des puissances de l'argent, des autorités européennes qui favorisent l'invasion de la France par les immigrés. Il prophétise des "*guerres interethniques*", etc.

Un exemple du vrai visage du Front national :

*"Un soir, j'étais invité chez les Maréchal, des proches des Le Pen. Christian Maréchal fait partie de la commission de discipline. A un moment de la discussion, le cas d'Alexandre Gabriac, exclu du Front suite à la publication d'une photographie de lui faisant le salut nazi, vient sur la table. Ils estimaient alors que cette affaire n'aurait jamais dû sortir dans la presse. Ce qui leur posait alors problème, ce n'est pas tant que l'un des adhérents ait commis une telle dérive, mais que l'information soit sue."* Claire Checcaglini, journaliste ayant infiltré le FN - atlantico.fr - Le FN côté sombre - 25 avril 2012.

La dédramatisation (ou "*désextrémisation*") du Front National entreprise par Marine Le Pen se situe plus dans les apparences que dans le fond. Le slogan "*ni droite, ni gauche, Français*" s'apparente à de la méthode Coué et n'est qu'une incantation.

S'il semble y avoir de moins en moins de différences entre le Front national et *Les Républicains* qu'avant, ce n'est pas parce que le FN est moins d'extrême droite, mais parce que le parti *Les Républicains*, par avancées successives, chasse de plus en plus sur ses terres électoralistes.

Toute la difficulté pour juguler la progression du Front national est la conséquence du point 7 du chapitre [Front national et extrême droite](#).

L'attitude qui consiste pour le FN à se présenter comme victime de complots, comme une forteresse assiégée par des élites conspirationnistes, produit sur son électorat un effet paradoxal. Toute critique argumentée et recevable contre le parti, contre son programme ou contre ses dirigeants provoque l'effet inverse de celui qui était espéré. La critique est perçue comme l'une des manifestations du complot. Elle renforce l'idée que le complot existe bien et donc que le parti avait raison de le dénoncer et donc que la critique est infondée. On trouve des comportements similaires dans les sectes et dans la paranoïa.

Les critiques faites au FN apparaissent inopérantes pour ceux qui sont déjà tombés dans ses filets, mais elles sont sans doute utiles pour empêcher les autres d'y tomber.

Tout cela me rappelle une BD de ma jeunesse, "*Les Schtroumpfs noirs*" de Peyo et Yvan Delporte. A cause d'une pique de la mouche Bzz sur l'un d'entre eux, les Schtroumpfs bleus vont tous devenir des Schtroumpfs noirs, en se mordant la queue les uns les autres, jusqu'à l'explosion finale qui les sauve en répandant l'antidote, le pollen de tubéreuse. Toute ressemblance entre le FN et la mouche Bzz est fortuite. Malheureusement, dans la vraie vie, on n'a pas encore trouvé l'antidote. **Pierre Tourev, 09/03/2017**

## E BLOG DE [CHRISTIAN DUFOUR](#)

### Représentativité syndicale et élection présidentielle

En mars 2017 un nouvel équilibre de la représentativité syndicale a été révélé. Son mode d'élaboration n'est pas sans poser de questions. Un mois plus tard, l'élection présidentielle et les projets du candidat Macron à l'égard du droit du travail interrogent sur la place qui reste encore au syndicalisme dans la démocratie sociale, à un moment où les relations entre 'le peuple' et ses représentants sont l'objet de toutes les attentions.

#### Architecture baroque et représentativité syndicale

Pour le ministère du Travail français les résultats électoraux publiés en mars 2017 'confortent la légitimité' des organisations syndicales. Suite à la réforme de la représentativité instituée par la loi d'août 2008 - suite à un accord entre la CFDT, la CGT, le MEDEF et la CGPME - des élections ouvrent ou ferment les portes aux syndicats pour négocier et signer des accords. Désormais, un poids relatif est accordé à chacun suivant ses résultats électoraux. Une première évaluation avait été assurée en 2013. Après quatre ans, un deuxième décompte a été effectué. Les media en ont surtout retenu que désormais la CFDT précédait la CGT.

#### L'architecture de cette évaluation mérite le détour.

Le principe consiste à amalgamer des scrutins - ceux aux comités d'entreprise (CE), ceux aux délégations uniques du personnel (DUP), ceux aux délégués du personnel (DP) - qui se sont déroulés sur une période de quatre ans. On y rajoute un scrutin spécifique destiné aux entreprises de moins de dix salariés, et un scrutin réservé à certains personnels des chambres départementales d'agriculture. Les scrutins aux DUP et DP sont essentiellement à résonance locale, comme ceux aux CE qui en outre sont centrés souvent sur la gestion des activités sociales. Les offres électorales y sont très inégales : ici plusieurs syndicats, ici un seul, ailleurs pas de syndicat du tout. Dans ce dernier cas, les résultats sont ignorés pour mesurer la représentativité syndicale. Le scrutin pour les petites entreprises, mené sur quelques semaines, offre à tous les électeurs potentiels au contraire une palette syndicale complète. Ils n'ont souvent aucun contact avec les candidats présentés à un niveau régional, et ne connaissent pas de présence syndicale dans leurs entreprises.

Au total, le choix retenu par les quatre organisations syndicales et patronales et sanctionné législativement sous le gouvernement Fillon en 2008 crée un patchwork électoral baroque. Il aurait pu être sauvé s'il avait rencontré l'assentiment des salariés.

#### Les salariés ne valident pas cette opération électorale. On ne reconnaît pas qui vote

On est loin du compte. Le ministère annonce 13 millions d'inscrits aux divers scrutins, à référer aux quelque 18 millions de salariés du privé. Les salariés des petites entreprises se sont distanciés brutalement du scrutin qui leur est offert : près de 93% d'entre eux n'ont pas participé au vote en 2016-17, soit un recul lourd même par rapport aux 90% d'abstentionnistes de la première séquence. Ce scrutin, adressé à 4,6 millions de salariés apporte moins de 400 000 voix au résultat final. Restent 4,8 millions de voix provenant des résultats aux élections d'IRP pour atteindre les 5,2 millions de votes décomptés comme valables. Pour calculer la représentativité de chaque syndicat ayant obtenu plus de 8% des voix, on retranche les résultats des votes allés aux organisations finalement non-représentatives parce que n'ayant pas atteint ce seuil (Solidaires, Unsa, autres...). Ainsi, avec 1,4 million de voix une organisation syndicale se voit reconnue une représentativité de 30%. Elle obtient alors le droit de signer un accord pour tous les salariés du privé. Et même pour les millions de chômeurs et de retraités qui sont exclus du vote.

Les bizarreries de cette "baroquitude" ne se limitent pas au processus électoral. Le vote permet de sélectionner des candidats délégués syndicaux. Qui reçoit 10% des voix exprimées au premier tour peut prétendre accéder à ce statut et contribuer à la négociation d'accords. Peu importe le taux de participation à ce premier tour. Ainsi, si le quorum de 50% n'est pas atteint, la même personne qui accède au statut de négociateur ne sera pas reconnue élue au CE pour, par exemple, en gérer les activités sociales. Un syndicat obtenant 9% des voix dans un collège ouvrier comptant par exemple 500 salariés ne peut désigner de délégué syndical. Mais le syndicat de cadres qui obtient 10% des voix des 100 cadres de la même entreprise pourra désigner un DS et peser dans la négociation concernant les horaires des ouvriers.

Qui vote ? La communication à ce sujet est brumeuse. Le ministère du Travail se réjouit qu'en 2017 620 000 scrutins aient été collectés pour composer le résultat final. Cela signale une moyenne de 9,5 votants par scrutin. Cette modestie interroge d'autant plus que le ministère dit avoir amélioré sa collecte, de 100 000 scrutins, ce qui 'rapporte' 200 000 votants supplémentaires.

Au soir des présidentielles ou des législatives, tout un chacun peut retrouver dans le détail les résultats électoraux, au moins municipalité par municipalité. Il n'en est rien avec les élections de représentativité syndicale. La seule publicité concerne les

résultats globaux. Seules les organisations professionnelles peuvent disposer de résultats plus fins. Un peu comme si seuls les partis politiques pouvaient examiner les résultats électoraux dans le détail. Or l'analyse de la composition des votes, surtout avec une aussi faible participation électorale, est décisive pour comprendre ce qui se trame, non seulement pour la représentativité syndicale mais au-delà pour estimer les fondements de la démocratie sociale au sein de l'ensemble du processus démocratique du pays.

Cette sociologie, cruciale pour les syndicats, éclairerait aussi les mouvements de représentation qui se jouent à travers les scrutins politiques. Au-delà d'une minorité de votants – à peine un tiers des salariés du privé - qui sont les oubliés et abstentionnistes de la représentativité syndicale ? Comment leur géographie se recoupe-t-elle, par exemple, avec les votes en faveur du Front national ? Les élections de représentativité syndicale sont-elles l'expression d'une minorité salariée surtout implantée au cœur des grands groupes privés et des entreprises publiques et éloignés des sous-traitants et précaires de toutes sortes, chômeurs et autres retraités ?

### **Une double délégitimation**

La réorganisation de la représentativité ne semble pas avoir relégitimé les syndicats auprès des salariés. Mais elle n'a pas non plus refondé leur centralité auprès de l'Etat français. Au moment où sont proclamés les résultats sur cette représentativité, le candidat Emmanuel Macron projette de transformer le droit du travail par ordonnances ; une façon de signifier leur marginalité aux syndicats. Il dit vouloir décentraliser les négociations dans les entreprises au détriment des branches. En France, cette 'décentralisation' consiste à discuter au niveau – hypercentralisés - des groupes, pas à donner de l'autonomie aux acteurs locaux, dans les établissements. Il fait aussi référence à la cogestion en Allemagne, suggérant la présence d'élus salariés dans les conseils d'administration. Mais en Allemagne la codétermination (on préfère cette traduction) dans les entreprises est avant tout fondée sur l'autonomie des relations sociales et de leurs acteurs. L'idée même des ordonnances est totalement étrangère à cette conception. En outre, dans les entreprises allemandes, on distingue deux niveaux de codétermination. L'une est menée au niveau des centres décisionnels : des élus syndicaux siègent (en position minoritaire, sauf exceptions) dans les conseils de surveillance. L'autre, bien plus importante pour la crédibilité des représentants salariés, est assurée dans les établissements par les conseils d'entreprise élus par les salariés. Ces élus y disposent de droits de négociation locaux, conjoints à des droits de veto sous certaines conditions (ordres des embauches et licenciements). Ils ont l'obligation trimestrielle de compte-rendu de mandat devant les salariés : des assemblées générales sont alors tenues, sur le temps de travail, payées par l'employeur. Il faudrait transposer ces règles pour que la comparaison avec la codétermination allemande soit crédible : Coucou, Pierre (Gattaz) ! On pourrait suggérer, dans le contexte français, que la perception par les entreprises d'aides comme le CICE ou le CRI dépende d'un vote conforme des comités d'entreprise. Cela leur redonnerait une place pour des enjeux substantiels et pas seulement symboliques.

### **Bon anniversaire, mon Général !**

Avec ces ordonnances, la France s'offrirait une belle occasion de célébrer un anniversaire encore mal préparé. En 1967, le 21 août, par ordonnance, le général de Gaulle, pour transformer l'organisation de la Sécurité sociale, avait supprimé les élections à leurs conseils d'administration. Les syndicats s'y mesuraient depuis 1947, face à tous les salariés et retraités du privé et d'une partie des entreprises publiques. Ils n'en tiraient pas leur représentativité juridique ; cette dernière relevait d'une 'présomption irréfragable' attribuée à partir de 1964 à 5 organisations (CFDT, CGT, CGT-FO, CFTC, CFE-CGC), celle justement que la loi de 2008 a voulu remplacer. En 1962, aux dernières élections tenues, on décomptait 11,6 millions d'inscrits. Le taux de participation y avait été de 68,8%. Le premier syndicat y obtint 3,6 millions de voix. Le deuxième, avec 1,7 million de voix, en compte plus que celui qui arrive premier en 2017. Le salariat – y compris les actifs seuls - a depuis lors numériquement explosé. Les élections de 1962 mettent en évidence une représentativité effective. La reconnaissance 'irréfragable' par l'Etat n'en était qu'un avatar législatif. Un an plus tard, ces syndicats montraient sur le terrain leur capacité de représentation des salariés et de négociation, pour résoudre l'une des plus grandes crises sociales que le pays ait connue. Ils soulignaient ainsi leur place dans la construction d'un système démocratique qui assume la confrontation sociale. Qu'en serait-il demain si une révolte populaire suivait de peu l'élection présidentielle et les ordonnances qu'elle annonce ?